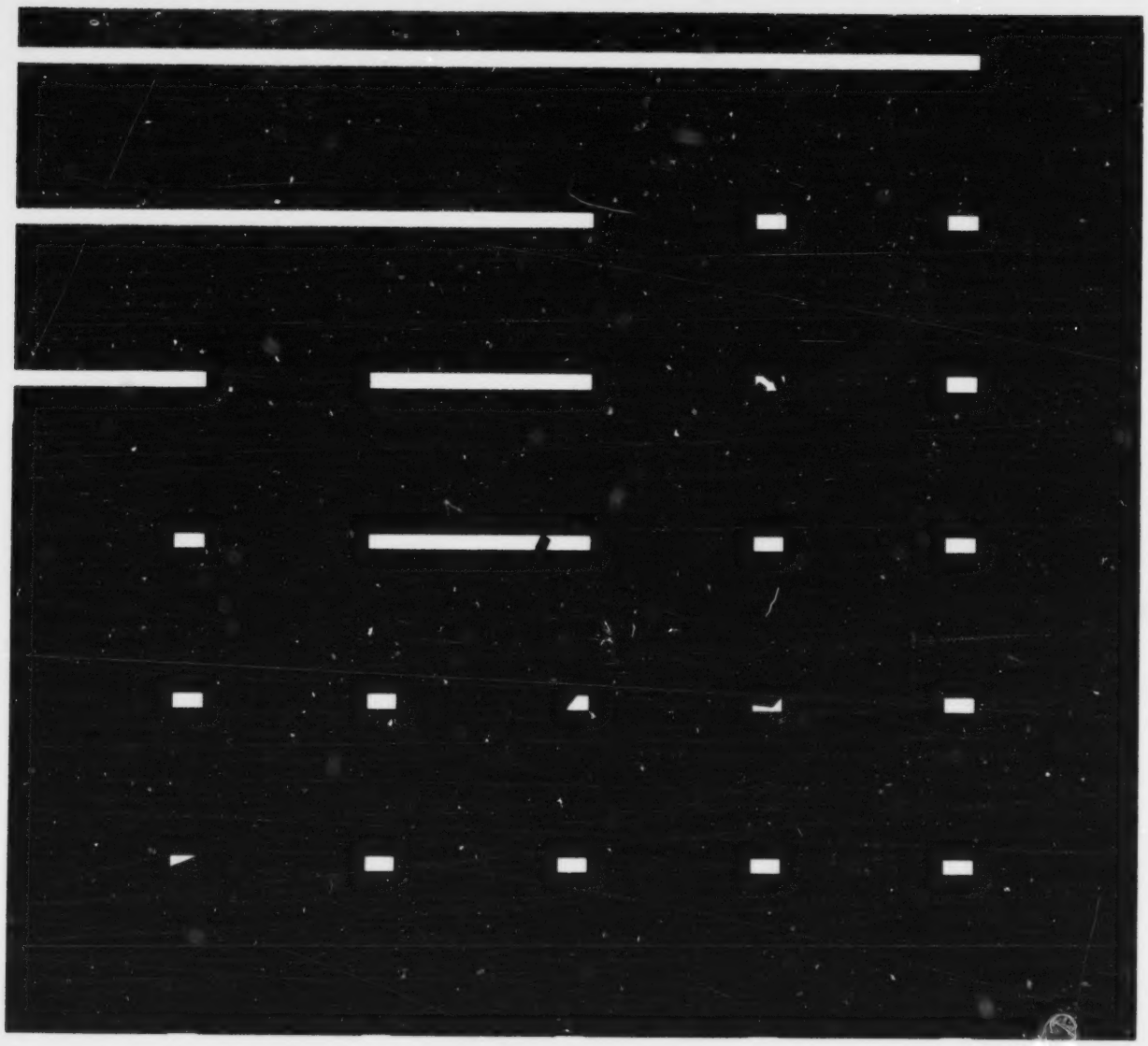
L'ÉCONOMIE au Nouveau-Brunswick 1985



ISSN 0383-3208

L'ÉCONOMIE
AU
NOUVEAU-BRUNSWICK

1985

RAPPORT À L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PRÉPARÉ PAR

L'AGENCE DE LA STATISTIQUE DU NOUVEAU-BRUNSWICK

SECRÉTARIAT DU CABINET

AVAILABLE IN ENGLISH

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
REVUE ET PERSPECTIVES EN BREF	1
L'ÉCONOMIE INTERNATIONALE	
REVUE DE 1984	4
PERSPECTIVES POUR 1985	7
L'ÉCONOMIE DES ÉTATS-UNIS	10
L'ÉCONOMIE CANADIENNE	
REVUE DE 1984	13
PERSPECTIVES POUR 1985	15
L'ÉCONOMIE DU NOUVEAU-BRUNSWICK	
REVUE DE 1984	18
PERSPECTIVES POUR 1985	25
BRANCHES D'ACTIVITÉ	
AGRICULTURE	30
PÊCHES	32
FORÊTS	35
MINES	41
FABRICATION	47
CONSTRUCTION	52
SERVICES	54
TABLEAUX STATISTIQUES	56

SIGNES CONVENTIONNELS

.. chiffres non disponibles

... n'ayant pas lieu de figurer

___ néant

-- nombre infime

p chiffres provisoires

r chiffres rectifiés

x confidentiel

* Agence de la statistique du Nouveau-Brunswick

REVUE ET PERSPECTIVES EN BREF

En 1984, l'économie du Nouveau-Brunswick a connu son taux de croissance le plus élevé depuis 1979. On estime que le produit intérieur brut (PIB) nominal de la province a augmenté de 8,8 %. Ce chiffre, corrigé de l'inflation, représente une hausse de 4,8 % du PIB réel, par rapport à 2,2 % l'année précédente.

La croissance de l'économie provinciale en 1984 a été soutenue par un redressement considérable des exportations à l'étranger, elles-mêmes reliées à des niveaux de production record dans les secteurs des pâtes et papiers et des mines. La production des industries de biens de la province aurait grimpé de 10,7 % durant l'année par comparaison à 2,2 % pour les industries de services.

Les investissements au Nouveau-Brunswick ont augmenté de 3,8 % en 1984. Cette croissance est attribuable en partie à des projets dans les mines, les services publics, ainsi que les institutions et ministères gouvernementaux. Les investissements publics ont fait un bond de 26,6 %, tandis que les investissements privés ont diminué de 6,6 %, par suite de l'achèvement de grands travaux dans le secteur de la fabrication.

Le nombre d'emplois au Nouveau-Brunswick s'établissait à 248 000 en 1984, une augmentation de 0,4 % correspondant à l'accroissement de la population active. Le nombre d'emplois dans le secteur des services a progressé de 2 000, tandis qu'il a diminué de 1 000 dans les industries productrices de biens. Par ailleurs, le taux de chômage a augmenté légèrement de 14,8 % en 1983 à 14,9 % l'année dernière, et l'indice des prix à la consommation de Saint John s'est accru de 5,1 %, soit la hausse la plus faible en taux annuel depuis 1971.

Une croissance modérée sur les plans national et international, alliée à un certain nombre de nouveaux projets dans la province, devrait entraîner une augmentation minime de la croissance économique réelle en 1985. Ainsi, on prévoit que le volume du PIB progressera de 2,5 %. On s'attend ici que ce soient les mines qui connaissent la plus forte croissance en 1985, notamment en raison de l'ouverture de la mine de potasse de la Denison et de la réouverture de la mine de Durham Resources, de même que d'une production annuelle maximale à la mine de la Potash Company of America.

On prévoit que la population active du Nouveau-Brunswick s'accroîtra de 2,7 % en 1985 et l'emploi de 2,4 %. Ainsi, le taux de chômage devrait augmenter légèrement pour atteindre 15,1 %. L'indice des prix à la consommation de Saint John devrait augmenter pour sa part de 4,5 % en 1985.

SOMMAIRE STATISTIQUE
1984

	Valeur (pour le N.-B.) en millions de dollars, sauf indication contraire	% de variation 1984/1983	
		N.-B.	Canada
PRODUCTION ET REVENUS			
PIB - $ courants	7 138	8,8	8,8
$ constants (1971)	2 269	4,8	4,8
Revenu personnel total	7 644	7,7	7,0
FACTEURS DE LA DEMANDE			
Formation de capital	1 603	3,8	2,6
Exportations	2 133	27,9	23,8
Mises en chantier d'habitations (nombre)	2 873	-39,4	-17,1
Commerce de détail	2 910	7,0	8,1
POPULATION ET POPULATION ACTIVE			
Population totale au 1er juin (000)	714	0,9	1,0
Population active (000)	291	0,3	1,8
Emploi (000)	248	0,4	2,5
Chômage (000)	44	2,3	-3,4
Taux de chômage (%)	14,9	...	...
Taux d'activité (%)	55,1	...	...
BRANCHES D'ACTIVITÉ			
Production minérale	590	16,7	11,8
Recettes agricoles en espèces	229	17,3	7,0
Volume de la production des pâtes et papiers	...	25,3	5,3
Expéditions de biens de fabrication	4 273	22,8	13,2
Permis de construire	293	5,8	6,4
Utilisation d'énergie électrique (GW.h)	10 338	12,2	7,2
Indice des prix à la consommation (1981=100)	122,8	5,1	4,4

L'ECONOMIE INTERNATIONALE

L'ÉCONOMIE INTERNATIONALE

REVUE DE 1984

En 1984, le volume du produit national brut (PNB) des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE)[1] a progressé de 4,8 % par rapport à 2,6 % en 1983. Il s'agit de la plus forte augmentation depuis 1976. La reprise s'est surtout manifestée aux États-Unis. Venaient ensuite le Japon, le Canada et les grands pays d'Europe. Par ailleurs, la France est le pays industrialisé à avoir enregistré la plus faible croissance du PNB réel en 1984, soit 1,8 %.

En 1984, l'économie des États-Unis a connu une expansion générale, caractérisée par une hausse spectaculaire des investissements des entreprises. Sous l'impulsion d'une forte demande intérieure et de la vigueur soutenue du dollar américain, les importations de biens et services à destination des États-Unis ont augmenté considérablement, phénomène qui a aidé l'économie des autres grands pays. Le taux d'inflation dans la zone de l'OCDE, qui se situait à 5,3 % en 1983, a diminué jusqu'à 5 % en 1984, son plus bas niveau depuis 1972.

---

1 Les pays membres de l'OCDE sont l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Portugal, la République fédérale allemande (Allemagne de l'Ouest), le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie.

L'emploi a enregistré des gains aux États-Unis, au Canada, au Japon et au Royaume-Uni, tandis qu'il a baissé de nouveau en Allemagne de l'Ouest et en France. Une grève des métallurgistes en Allemagne de l'Ouest et une grève des mineurs au Royaume-Uni ont nui sensiblement à l'économie de ces deux pays en 1984. Le taux de chômage de l'ensemble de la zone de l'OCDE a été ramené de 9 % de la population active en 1983 à 8,5 % en 1984.

Bien que les États-Unis aient pu réduire quelque peu leur déficit en 1984 sous l'effet d'une activité vigoureuse, la politique budgétaire des gouvernements américain et canadien est demeurée expansionniste, alors que la plupart des autres grands pays de l'OCDE ont poursuivi une politique restrictive. La politique budgétaire aurait eu un effet neutre sur la demande dans l'ensemble de la zone. La politique monétaire, pour sa part, ne s'est guère assouplie devant l'inflation et ce, presque partout. Parmi les sept grands pays de l'OCDE, c'est les États-Unis qui ont enregistré le plus gros déficit commercial en 1984. Suivaient le Royaume-Uni, l'Italie et la France. Le Japon, l'Allemagne de l'Ouest, et le Canada, en revanche, ont connu un excédent.

Le tableau ci-après donne les huit principaux marchés du Nouveau-Brunswick en 1983 et 1984, suivant leur part de la valeur totale des exportations. Le commerce extérieur de la province a augmenté de 27,9 % au total en 1984. Les

exportations vers les États-Unis se sont accrues de 27,2 %. C'est toutefois les exportations à destination du Japon et du Royaume-Uni, où elles ont augmenté de plus de 82 % dans le premier cas et d'un peu plus de 64 % dans le second, qui ont connu les plus grands gains. Les exportations d'électricité à destination de la Nouvelle-Angleterre, comptant pour 333,7 millions de dollars, représentaient 24 % du commerce extérieur du Nouveau-Brunswick avec les États-Unis en 1984. Concernant le Japon, la hausse des exportations était surtout imputable à l'augmentation des livraisons de pâte de bois, de papier et de zinc. La croissance des exportations à destination du Royaume-Uni, quant à elle, était attribuable pour une large part à une augmentation des livraisons de pâte de bois.

EXPORTATIONS DU NOUVEAU-BRUNSWICK
PAR PAYS DE DESTINATION, 1983 ET 1984

	1983		1984	
	Millions de dollars	% du total	Millions de dollars	% du total
1. États-Unis	1 099	66	1 398	66
2. Royaume-Uni	95	6	156	7
3. Japon	74	4	135	6
4. Allemagne de l'Ouest	57	3	67	3
5. Belgique-Luxembourg	74	4	59	3
6. Pays-Bas	37	2	48	2
7. France	31	2	40	2
8. Italie	19	1	22	1
Autres pays	182	12	208	10
Exportations totales	1 668	100	2 133	100

PERSPECTIVES POUR 1985

La croissance économique devrait ralentir en Amérique du Nord et au Japon, mais augmenter légèrement dans la plupart des grands pays d'Europe. On prévoit que le volume du PNB de l'ensemble de la zone de l'OCDE s'établira à 3 %. Le niveau du chômage, pour sa part, quelque peu en baisse aux États-Unis, au Japon et au Canada mais de nouveau en hausse en Europe, d'après les estimations, demeurera élevé dans la zone, où il pourrait atteindre 8,5 %. Quant au taux d'inflation, il devrait descendre à 4,8 % en 1985.

Actuellement, on s'attend que les grands pays industrialisés connaissent encore une croissance assez soutenue en 1985, mais certains écueils pourraient freiner leur essor. Un durcissement des taux d'intérêt et une fluctuation rapide des taux de change, notamment, pourraient infirmer les prévisions d'une croissance économique étendue.

L'ampleur des déficits budgétaires et les mouvements possibles des recettes et dépenses publiques, ainsi que leurs effets sur l'activité économique et le niveau du chômage, demeurent un vif sujet d'inquiétude. Si les déficits prévus restent inchangés, on craint que la demande de crédit du secteur privé ne concurrence les besoins de financement des

gouvernements sur les marchés monétaires, exerçant ainsi des pressions en hausse sur les taux d'intérêt. Si ceux-ci devaient augmenter de beaucoup, cela entraînerait un recul des investissements des entreprises, une remontée éventuelle de l'inflation, une diminution de la demande des consommateurs, une augmentation du service de la dette, et ainsi de suite.

On s'attend que le budget fédéral des États-Unis, qui devrait se solder par un déficit de 220 milliards de dollars environ, soit plus stimulant en 1985 qu'il ne l'était en 1984. En Europe et au Japon, par contre, le budget de 1985 est axé à nouveau sur la restriction des dépenses et la réduction du déficit.

L'accroissement phénoménal des versements d'intérêts au titre du service de la dette depuis dix ans inquiète de plus en plus les pouvoirs publics des grands pays industrialisés. Dans la zone de l'OCDE, la part de ces versements dans le PNB est passée de 1,9 % en 1970 à 4,9 % en 1984. Dans la plupart des pays, exception faite du Royaume-Uni et de l'Allemagne de l'Ouest, la tendance à la hausse devrait se maintenir en 1985.

Du côté du commerce international, le déficit courant de la zone de l'OCDE, de l'ordre de 45 milliards de dollars en 1984, pourrait atteindre les 70 milliards en 1985. Dans l'ensemble, l'élément le plus important à se dégager du tableau est le nouvel élargissement du déficit courant des États-Unis, lequel devrait passer selon toute probabilité de 100 milliards de dollars en 1984 à près de 130 milliards en 1985. Le volume des exportations a régressé graduellement aux États-Unis l'année

dernière, sous l'effet d'une compétitivité moindre imputable à la forte performance du dollar. C'est au Japon que l'excédent courant devrait être le plus élevé en 1985, soit près de 40 milliards de dollars, par rapport à un peu plus de 30 milliards en 1984. Par ailleurs, les grands exportateurs, comme le Canada et le Nouveau-Brunswick, se soucient de plus en plus du mouvement vers un plus grand protectionnisme qui s'est amorcé récemment, en particulier aux États-Unis et à la Communauté économique européenne.

CROISSANCE DU VOLUME DU PNB ET DU PIB DANS LES PAYS DE L'OCDE

	Poids dans le total (1982)	Moyenne 1972-1982	% de variation 1983	1984	1985
Canada	3,8	2,8	3,3	4,3	2,8
États-Unis	40,3	2,2	3,7	6,8	3,0
Royaume-Uni	6,4	1,5	3,2	2,0	3,0
Allemagne de l'Ouest	8,7	2,0	1,3	2,5	2,8
France	7,1	2,7	0,7	1,8	2,0
Italie	4,6	2,6	-1,2	3,0	2,5
Japon	14,0	4,3	3,0	5,8	5,0
Total des pays ci-dessus	84,9	2,5	2,8	5,0	3,3
Total de l'OCDE	100,0	2,5	2,6	4,8	3,0

Source : Perspectives économiques de l'OCDE, décembre 1984.

Il se peut que les taux de croissance figurant ailleurs dans le présent rapport soient plus récents et qu'ils diffèrent par conséquent de ceux reproduits dans ce tableau.

L'ÉCONOMIE DES ÉTATS-UNIS

Le volume du PNB, quelque peu en hausse dans la plupart des pays européens en 1984, a connu une augmentation très forte de 6,9 % aux États-Unis, la plus grande en taux annuel depuis 1951. En 1983, il n'avait progressé que de 3,7 %.

Au cours du premier semestre, l'économie des États-Unis a pris un véritable essor, le PNB réel s'élargissant de 10,1 % au premier trimestre et de 7,1 au deuxième. Au troisième trimestre, toutefois, il n'a augmenté que de 1,6 % pour trouver son second souffle au quatrième, où il a fait un bond de 4,8 %.

Cette vigueur était attribuable à une remontée marquée des investissements des entreprises dans les installations et le matériel (en hausse de 20 %), ainsi qu'à une excellente performance des secteurs de la consommation et de la construction résidentielle. L'inflation est demeurée basse en 1984, tandis que le niveau du chômage a reculé encore, se chiffrant à 7,2 % à la fin de l'année. Pour l'ensemble de 1984, l'emploi a augmenté de 4,1 % et le taux de chômage s'est établi en moyenne à 7,5 %. Les taux d'utilisation des capacités sont restés stationnaires tout au long de l'année, oscillant entre 81,5 % et 82,5 %.

Les bénéfices des sociétés avant impôts ont progressé de 17 % en 1984, d'après les estimations, tandis que le nombre de mises en chantier de logements atteignait 1,8 million. Le taux d'inflation, de son côté, est passé de 3,2 % en 1983 à 4,2 % l'année dernière. Par ailleurs, les États-Unis ont enregistré un déficit commercial de 105,3 milliards de dollars.

On s'attend que l'économie américaine poursuive sur sa lancée en 1985; ainsi, le volume du PNB devrait augmenter en moyenne de 3,7 %. Le niveau du chômage, prévoit-on, s'établira à 7,1 % en taux annuel, pendant que les prix à la consommation devraient connaître un renchérissement de 3,9 %.

Le budget fédéral se soldera par un déficit de 220 milliards de dollars en 1985, semble-t-il. Les États et les collectivités locales, en revanche, s'attendent à un excédent global de 60 milliards. Sous l'impulsion des excellents résultats économiques des derniers temps et des augmentations d'impôts antérieures, grâce aussi au resserrement des dépenses, beaucoup de gouverneurs et d'États ont maintenant un excédent qui leur donne des moyens de paiements plus grands que ces dernières années.

On s'attend à un certain repli du dollar américain, mais tous s'entendent pour dire que le mouvement à la baisse devrait s'opérer graduellement. En conséquence, la solidité de la devise américaine devrait continuer à favoriser les importations et à nuire aux exportations, phénomène qui se traduira par un nouvel élargissement du déficit commercial, lequel, par ricochet, freinera la croissance du PNB en 1985. En revanche, le Canada et les autres gros exportateurs vers les

États-Unis s'inquiètent vivement des pressions protectionnistes qui ont commencé à s'exercer du fait de la solidité du dollar américain.

En ce qui concerne les régions, la Nouvelle-Angleterre[1] (qui recevait presque 65 % des exportations du Nouveau-Brunswick vers les États-Unis en 1984) a de nouveau connu d'excellents résultats économiques. Ainsi, le revenu personnel global s'établissait au troisième trimestre de 1984 à un niveau supérieur de 10,7 % à celui qu'il atteignait l'année précédente à la même époque, par rapport à une augmentation de 10,2 % pour l'ensemble du pays. Par contre, il n'a progressé que de 9,4 % dans la région de la côte atlantique moyenne (les États du New Jersey, de New York et de Pennsylvanie), destination de 16 % des exportations du Nouveau-Brunswick vers les États-Unis en 1984.

Cette même année, la Nouvelle-Angleterre est celle des neuf grandes régions qui a connu le taux de chômage le plus bas, soit 4,9 % contre 7,5 % pour l'ensemble des États-Unis. Il s'agit là d'un revirement complet de la situation qui prévalait en 1975, année où la Nouvelle-Angleterre affichait le niveau le plus élevé. Dans le Maine, le taux de chômage (6,1 %) était inférieur à la moyenne nationale pour la quatrième année consécutive; tandis que l'emploi augmentait de 5,9 %, le nombre de chômeurs était ramené de 48 000 en 1983 à 34 000 en 1984.

---

1 Comprend le Maine, le New Hampshire, le Vermont, le Massachusetts, le Rhode Island et le Connecticut.

L'ECONOMIE CANADIENNE

L'ÉCONOMIE CANADIENNE

REVUE DE 1984

Le produit national brut du Canada est passé à 420,8 milliards de dollars en 1984, en hausse de 7,8 %. Corrigé de l'inflation (3,0 %), le PNB réel a progressé de 4,7 % (contre 3,3 % en 1983), sa meilleure performance depuis 1976.

L'accroissement de l'activité économique du Canada en 1984 était attribuable pour une large part au secteur des véhicules automobiles, qui a connu une grande vitalité tant à l'intérieur que sur les marchés étrangers. Les dépenses de consommation, corrigées de l'inflation, ont augmenté au total de 3,4 %. L'indice des prix à la consommation, pour sa part, a grimpé de 4,4 %, son augmentation la plus basse en taux annuel depuis 1971.

C'est le secteur extérieur qui a enregistré la plus forte croissance en 1984. En termes réels, les exportations de biens et services se sont accrues de près de 20 % et les importations, de plus de 15 %. En termes nominaux, les exportations et les importations de marchandises ont progressé toutes deux de presque 25 %; ainsi, le solde du commerce extérieur a augmenté de 3,1 milliards de dollars. Par contre, l'élargissement du déficit au chapitre des invisibles, principalement en raison de l'accroissement des paiements nets d'intérêts et de dividendes, est venu annuler ces gains en bonne partie, de sorte que la balance globale des biens et services ne s'est accrue que légèrement pour atteindre 1,2 milliard de dollars.

Les investissements des entreprises dans les installations et le matériel ont augmenté de 1,6 % en termes nominaux, mais baissé de 0,5 % en termes réels, après avoir fléchi sensiblement pendant deux années consécutives. La restriction récente des dépenses à ce chapitre coïncidait avec une capacité excédentaire assez prononcée dans la plupart des branches d'activité et une restructuration des bilans financiers chez les entreprises.

Les bénéfices des sociétés avant impôts ont augmenté de 21,3 % en 1984. Leur contribution au PNB se situait à 9,4 % en 1984 par rapport à 8,4 % en 1983 et à 5,9 % en 1982. Au quatrième trimestre de 1984, le taux d'utilisation des capacités dans le secteur de la fabrication s'élevait à 77 %, par comparaison avec 72,4 % à la même époque l'année précédente. Cependant, il était toujours inférieur à celui de 81,5 % qu'il atteignait au deuxième trimestre de 1981. La production par heure ouvrée dans le même secteur s'est accrue de 4 % en 1984, après une hausse de 6,4 % en 1983 et un fléchissement de 2,8 % en 1982. Les coûts unitaires de main-d'oeuvre, quant à eux, ont baissé de 2,3 % en 1984, la première chute en vingt ans.

La rémunération des salariés a fait un bond de 6,1 %. La croissance moins rapide du revenu du travail ces derniers temps est imputable à une décélération marquée des règlements salariaux négociés et à une demande encore réduite d'employés à plein temps. Les principaux règlements salariaux prévoyaient des augmentations du taux de base de l'ordre de 3,6 % en moyenne, par rapport à 4,7 % en 1983 et à 10,2 % en 1982.

Le produit national brut mesure la production des Canadiens tant au pays qu'à l'étranger; le produit intérieur brut (PIB), pour sa part, mesure la valeur de la production à l'intérieur des frontières d'un pays. En 1984, le PIB du Canada a augmenté de 8,8 % ou de 4,8 % environ, corrigé de l'inflation.

Le taux de chômage s'élevait à 10,9 % à la fin de l'année, niveau légèrement plus bas que celui de 11,1 % enregistré en décembre 1983. Pour l'ensemble de 1984, l'emploi s'est accru de 2,5 % et le niveau du chômage s'est établi en moyenne à 11,3 %.

En 1984, la valeur du dollar canadien a changé du tout au tout par rapport à son pendant américain. Elle a atteint son plus haut point en février (0,8033 $ US) et son plus bas (0,7486 $ US), en juillet. À la fin de l'année, le dollar canadien valait 0,7578 $ US. Le taux d'escompte de la Banque du Canada se chiffrait à 10,09 % à la fin de 1984, taux légèrement supérieur à celui de 9,96 % qui avait cours l'année précédente à la même époque, mais bien au-dessous du sommet de 13,26 % qu'il atteignait en juillet.

PERSPECTIVES POUR 1985

En 1985, le raffermissement de la conjoncture économique dans les pays d'Europe et le taux de croissance modéré prévu pour les États-Unis devraient avoir un effet favorable sur l'économie du Canada. Le PNB réel augmentera de 2,9 % selon les prévisions et la croissance sera sans doute plus étendue qu'en 1984, en dépit des résultats moins intéressants attendus en 1985.

Les augmentations de production et de marges bénéficiaires que nous avons connues en 1983 et 1984, alliées à une plus grande confiance du monde des affaires, devraient soutenir une nouvelle hausse des investissements des entreprises en 1985. Selon l'enquête de Statistique Canada sur les investissements privés et publics en 1985, les dépenses d'immobilisations devraient atteindre au total 80,1 milliards de dollars, soit une augmentation de 6,7 %. Dans le cas des entreprises, elles devraient franchir le cap des 54, milliards, en hausse de 8,2 %. Les meneurs seront ici l'industrie manufacturière et les forages pour le pétrole et le gaz, dont les dépenses d'immobilisations augmenteront de 26,1 % et de 19,7 % respectivement, croit-on.

Les prix à la consommation, en hausse de 4,4 % en 1984, devraient renchérir de 4,2 % en 1985. Les coûts de main-d'oeuvre, qui connaîtront encore des augmentations relativement faibles, de même que la stabilité des prix de l'énergie et l'amélioration de la productivité, devraient soutenir ce ralentissement de l'inflation.

On s'attend que le marché du travail du Canada s'améliore quelque peu en 1985; le nombre d'emplois devrait ainsi augmenter de 1,7 %. Le taux de chômage, pour sa part, ne devrait diminuer que légèrement.

CERTAINS INDICATEURS ÉCONOMIQUES CLÉS

CANADA, 1983 à 1985

	1983	1984	1985[1]
	(% de variation)		
Dépense nationale brute (DNB)	8,9	7,8	6,7
Indice de prix implicite de la DNB	5,4	3,0	3,7
DNB (en dollars de 1971)	3,3	4,7	2,9
Dépenses personnelles	3,1	3,4	2,5
Dépenses publiques courantes	0,3	2,8	1,9
Formation de capital	-4,9	0,6	2,5
Exportations	6,4	19,7	3,5
Importations	8,1	15,5	2,5
Produit intérieur brut (en dollars de 1971)	2,7	4,8	2,7
Revenu du travail	5,5	6,1	5,6
Revenu personnel	6,2	7,0	5,7
Bénéfices des sociétés avant impôts	54,8	21,3	4,0
Indice des prix à la consommation	5,8	4,4	4,2
Emploi	0,8	2,5	1,7
Taux de chômage (%)	11,9	11,3	11,2

[1] Projections.

L'ECONOMIE PROVINCIALE

L'ÉCONOMIE DU NOUVEAU-BRUNSWICK

REVUE DE 1984

Introduction

Le Nouveau-Brunswick a connu une forte croissance économique en 1984. Le taux de croissance, calculé d'après le produit intérieur brut (PIB), est estimé à 4,8 %, après redressement en fonction de l'inflation. Cette situation survient après une hausse de 2,2 % en 1983.

La croissance de l'économie provinciale en 1984 a été soutenue par une hausse des exportations à l'étranger, particulièrement vers les États-Unis, le Japon et le Royaume-Uni. Par ailleurs, des niveaux de production record ont été atteints dans les secteurs des pâtes et papiers et des mines. On estime que la production des industries de biens a augmenté de 10,7 % par comparaison à une progression beaucoup plus faible de 2,2 % dans le cas des industries de services.

Produit intérieur brut

En 1984, le produit intérieur brut nominal au coût des facteurs s'est accru de 8,8 % au Nouveau-Brunswick, passant de 6 561 millions de dollars à 7 138 millions de dollars. Si l'on tient compte d'une hausse des prix de 3,8 %, le PIB a alors augmenté de 4,8 %. Toutefois, le PIB réel pour 1984 est encore inférieur de 8,6 % au niveau sans précédent enregistré en 1979.

L'augmentation du produit intérieur brut du Nouveau-Brunswick en 1984 peut être attribuée en grande partie à une hausse de 8,0 % de la rémunération des salariés et à un accroissement d'environ 35 % des bénéfices des sociétés avant impôts. Le revenu personnel au Nouveau-Brunswick en 1984 a augmenté de 7,7 % selon les estimations, par rapport à 9,4 % l'année précédente. La lenteur de la croissance du revenu personnel en 1984 est imputable principalement à une croissance moindre de la rémunération des salariés.

Au chapitre des dépenses, ce sont les dépenses personnelles en biens et services qui ont connu le plus de vigueur en 1984. Ainsi, les dépenses personnelles, qui comptaient pour environ 70 % des dépenses totales du Nouveau-Brunswick en 1984, ont augmenté de 8,2 %. Si l'on tient compte de l'inflation, elles

ont en réalité augmenté de 3 %. Les dépenses publiques courantes en biens et services[1] ont pour leur part progressé de 11 % en 1984. Cette augmentation, supérieure de 8,7 % à celle de l'année précédente, est attribuable à une hausse de plus de 20 % des dépenses du gouvernement fédéral, laquelle provient principalement de paiements effectués à l'étape de la conception dans le cas du contrat de construction des frégates.

La formation brute de capital fixe a augmenté de 3,8 % en 1984. Parmi les principaux secteurs d'activité, les industries primaires et la construction, le commerce, les finances et les services commerciaux, les services publics, ainsi que les institutions et ministères gouvernementaux ont signalé une hausse des dépenses d'investissement en 1984. La fabrication et le logement, pour leur part, ont subi un ralentissement à ce chapitre, de même que le secteur de la construction résidentielle. Dans ce dernier cas, le recul est attribuable principalement à ce que le gouvernement a mis fin aux programmes d'encouragement à la construction qu'il offrait en 1983.

---

[1]Ne comprennent que les dépenses publiques en biens et services, et non les subventions et paiements de transfert à des particuliers et à d'autres paliers de gouvernement, ni l'intérêt sur la dette publique, pas plus que les dépenses en capital. En gros, les dépenses publiques se divisent entre le gouvernement provincial, le gouvernement fédéral et les municipalités dans une proportion de 56 %, de 36 % et de 8 % respectivement.

Commerce extérieur

La valeur totale des exportations en provenance du Nouveau-Brunswick a grimpé de 27,9 % en 1984, atteignant 2 132,7 millions de dollars. Les matières premières dont la valeur des exportations a augmenté sont les produits minéraux, la pâte de bois, le papier journal, les produits du pétrole et du charbon, ainsi que l'électricité.

La valeur des exportations d'aliments et boissons a connu une hausse de 9 % et, malgré une baisse de 4,4 % de la valeur des exportations de fruits de mer, les exportations totales de poissons se sont accrues de 4,7 %. Pour sa part, la valeur des exportations de fruits et légumes a grimpé de 29,1 %.

La valeur des exportations de zinc concentré a augmenté de 4,8 %, mais leur volume a chuté de 28,7 % en 1984. La valeur et le volume des exportations de cuivre et de plomb concentré, de leur côté, ont enregistré une baisse importante, la demande étant faible dans les deux cas. La valeur des exportations de produits métalliques a connu une hausse de 13,7 %, tandis que les livraisons de plomb raffiné ont progressé de 20,8 %. On a également commencé pendant l'année à expédier de la potasse, ce qui a fait tripler la valeur des exportations de produits chimiques.

Le volume des exportations de papier journal, de pâte de bois et de bois d'oeuvre a augmenté de 39,1 %, 21,1 % et 15,4 % respectivement en 1984. La valeur des exportations de produits du pétrole et du charbon a connu quant à elle une hausse de 5,2 % et les exportations d'électricité ont grimpé de 25,3 %, atteignant 333,7 millions de dollars.

Prix

L'indice des prix à la consommation de Saint John s'est chiffré en moyenne à 122,8 en 1984, soit une augmentation de 5,1 %. Cette hausse est inférieure à celles de 6,8 % et de 9,4 % enregistrées en 1983 et en 1982 respectivement. Le saut le moins fort a été enregistré dans le secteur de l'habillement (2,4 %) et le plus fort dans le secteur des tabacs et alcools (9,1 %).

Population active

La population active du Nouveau-Brunswick a augmenté de 1 000 membres en 1984 pour atteindre 291 000, soit une croissance de 0,3 %. Le taux d'activité a été ramené de 55,5 % à 55,1 %. Quant au nombre d'emplois total, il s'est accru de 0,4 % pour atteindre 248 000 pendant l'année, tandis que le nombre de chômeurs est monté de 1 000 personnes pour passer à 44 000. Pour sa part, le taux de chômage est passé de 14,8 % en 1983 à 14,9 % en 1984, soit une légère augmentation.

La population active et l'emploi ont baissé au cours du premier semestre de 1984, pour remonter ensuite au cours du second, tendance qui s'est d'ailleurs maintenue en 1985.

Comme dans la plupart des régions du Canada, ainsi que dans les autres grands pays industrialisés, le chômage chez les jeunes continue d'être élevé au Nouveau-Brunswick. D'après Statistique Canada, le taux de chômage de la province en 1984, pour le groupe des 15 à 24 ans, était de 23,9%. Toujours la même année, le chômage chez les hommes de ce groupe d'âge était de 26,5%, comparativement à 21,1% chez les femmes.

En 1984, le nombre d'emplois dans le secteur des services au Nouveau-Brunswick a augmenté de 2 000, tandis que dans les industries productrices de biens, il a baissé de 1 000. Par ailleurs, une augmentation de 2 000 emplois a été enregistrée dans le secteur du commerce, alors que les secteurs de la fabrication, des transports, communications et autres services publics, de même que des finances, assurances et affaires immobilières en ont tous gagné 1 000. Toutefois, une perte de 2 000 emplois a été signalée dans la construction, et une autre de 1 000 aussi bien dans l'administration publique que dans les services socio-culturels, commerciaux et personnels.

Population

La population du Nouveau-Brunswick continue d'augmenter à peu près au même rythme que celle de l'ensemble du pays. Au 1er juin 1984, Statistique Canada l'évaluait à 714 200 habitants, en hausse de 0,9 % par rapport à l'année précédente. Durant cette période, la tranche des moins de 25 ans a diminué de 0,5 %, tandis que les groupes de 25 à 44 ans et de 65 ans et plus ont grimpé de 2,6 % et de 2,9 % respectivement.

Entre le 1er juin 1980 et le 1er juin 1984, la population de moins de 25 ans a continué sa chute, mais à un rythme plus lent. Quoique la tranche des 25 à 44 ans ait augmenté durant cette période de cinq ans, celle des 45 à 64 ans est demeurée la même. En outre, bien que le nombre de personnes de 65 ans et plus ait également augmenté pendant cette période, son poids dans la population totale passant de 9,9 % à 10,6 %, on a assisté à un ralentissement de la croissance jusqu'en 1984, année marquée par une hausse plus importante.

Par ailleurs, il y aurait eu une migration interprovinciale nette de +661 en faveur du Nouveau-Brunswick en 1984 comparativement à +2 336 l'année précédente, soit +444, +75, -146, et +288 aux premier, deuxième, troisième et quatrième trimestres respectivement.

PERSPECTIVES POUR 1985

Sous l'effet d'une croissance modérée sur les plans national et international, alliée à un certain nombre de nouveaux projets dans la province, on prévoit une augmentation modeste de la croissance économique en 1985. Les projections laissent entrevoir une augmentation réelle du PIB de 2,5 %.

Les mines sont le secteur qui devrait enregistrer la croissance la plus forte en 1985. L'ouverture de la mine de potasse de Denison et la réouverture de la mine de Durham Resources, de même qu'une production annuelle maximale à la mine de la Potash Company of America, contribueront à cette croissance.

On prévoit que les dépenses courantes en biens et services de tous les paliers de gouvernement augmenteront de 10,3 % en 1985, principalement en raison d'une croissance plus forte des dépenses fédérales. Une hausse de 6,7 % des dépenses de consommation est également prévue, soit une augmentation réelle de 2,1 % après redressement en fonction de l'inflation. Enfin, on prévoit que l'indice des prix à la consommation de Saint John s'accroîtra de 4,5 %.

En 1985, on s'attend à une hausse du revenu du travail dans la province, par suite de l'augmentation de l'emploi dans les secteurs des biens et des services. Le revenu personnel devrait pour sa part progresser de 6,2 % et les investissements, de 11,3 %.

On s'attend à un accroissement de 0,7 % de la population en 1985 et à une hausse de 2,7 % de la population active. Par ailleurs, l'emploi devrait augmenter de 2,4 % et le nombre de chômeurs atteindre 45 000, soit une hausse de 1 000 par rapport à l'année précédente. Le taux de chômage en 1985 s'établirait donc à 15,1 %.

Agriculture

Si l'on se fie aux prévisions dévoilées lors de la dernière Conférence sur les perspectives agricoles, les recettes agricoles en espèces devraient diminuer de 4,7 % au total en 1985, notamment à cause d'un fléchissement des prix de la pomme de terre et des rentrées dans ce secteur. Étant donné que les frais d'exploitation et d'amortissement seraient légèrement à la hausse en 1985, on prévoit une chute d'environ 20 % du revenu agricole net.

Pêches

En 1985, on ne devrait constater qu'une légère augmentation de la valeur de la production. Le volume des fruits de mer devrait se maintenir, mais les prix dépendront de plusieurs facteurs, notamment la valeur du dollar canadien, les approvisionnements étrangers en produits semblables, les barrières douanières et la concurrence créée par les produits d'imitation. Le marché des espèces de fond, pour sa part, devrait s'améliorer.

Forêts

L'industrie forestière devrait connaître une croissance plus lente en 1985 à cause de la faiblesse du marché des pâtes et papiers. Pour l'industrie du bois d'oeuvre, on s'attend à une croissance modérée de la production, en raison des augmentations graduelles escomptées au chapitre des mises en chantier d'habitations.

Fabrication

On prévoit que le secteur de la fabrication continuera à croître dans l'ensemble en 1985. La production de l'industrie des aliments et boissons devrait augmenter au fur et à mesure que de nouvelles installations entreront en service. De même, la fabrication de matériel de transport augmentera lorsque les travaux de construction de la première frégate débuteront au chantier naval de Saint John.

Mines

Les perspectives de l'industrie minière sont prometteuses pour 1985, les mines de Denison-Potacan et de Durham Resources devant entrer en service pendant l'année. Grâce aux nouvelles exploitations de potasse, de tungstène et d'antimoine, l'industrie minière de la province deviendra plus diversifiée et ne dépendra pas autant des métaux communs que par les années passées. Toutefois, la réouverture de la Heath Steele Mines Ltd. demeure incertaine.

Construction

En 1985, le secteur de la construction devrait connaître un certain redressement en raison de projets comme l'usine de papier enduit annoncée pour Newcastle. Les dépenses d'immobilisations devraient augmenter de 11,3 % et les dépenses de réparations de 6,5 %. On prévoit ici que les investissements privés grimperont de 19,7 %, tandis que les investissements publics devraient demeurer plus ou moins au même niveau qu'en 1984.

Services

La performance du secteur des services dépendra de l'économie en général. Ainsi, la croissance soutenue des industries productrices de biens devrait entraîner un nouvel affermissement de ce secteur en 1985. Pour leur part, les dépenses de consommation devraient continuer à augmenter, en raison d'un accroissement de l'emploi et d'une certaine stabilité des taux d'intérêt et d'inflation.

TAUX DE CROISSANCE DES INDICATEURS ÉCONOMIQUES CLÉS
NOUVEAU-BRUNSWICK (1982-1985)

	1982	1983	1984	1985[1]
Comptes économiques				
Produit intérieur brut (au coût des facteurs)	5,4	8,8	8,8	6,5
PIB (réel)	-3,8	2,2	4,8	2,5
Dépenses personnelles	8,8	10,5	8,2	6,7
Dépenses publiques	15,5	8,7	11,0	10,3
Formation de capital	11,6	-11,0	3,8	11,4
Revenu				
Revenu personnel	11,1	9,4	7,7	6,2
Revenu du travail	6,4	8,5	8,0	6,6
Bénéfices des sociétés avant impôts	-54,7	12,4	35,5	5,1
Population et marché du travail				
Population totale[2]	0,4	1,3	0,9	0,7
Population, 15 ans et plus	1,2	1,6	1,3	1,3
Population active	-1,4	2,8	0,3	2,7
Emploi	-4,0	1,6	0,4	2,4
Taux de chômage (%)	14,0	14,8	14,9	15,1
Taux d'activité (%)	55,0	55,5	55,1	55,8
Autre				
IPC (Saint John)	9,4	6,8	5,1	4,5
Commerce de détail	5,7	11,1	7,0	6,0

[1] Projections.
[2] Au 1er juin.

LES DIVERSES BRANCHES D'ACTIVITÉ

AGRICULTURE

Les recettes agricoles en espèces ont augmenté de 17,3 % en 1984, atteignant un niveau record de 229 millions de dollars. Ce résultat est attribuable en partie aux recettes des cultures qui ont connu une hausse de 33,1 %. Dans cette catégorie, les recettes provenant de la pomme de terre ont grimpé de 20,6 % en raison de la fermeté des prix au cours de la saison de livraison 1983-1984; en effet, bien que la superficie cultivée se soit accrue légèrement durant l'année et atteignait 54 000 acres, la production a diminué de 12 %. Le revenu agricole net aurait augmenté de 53,3 % en 1984.

La valeur totale des recettes de la production animale a augmenté de 9,5 % en 1984. La plus forte hausse a été enregistrée du côté de la volaille (15,2 %), suivie du porc (13,8 %), des oeufs (13,1%) et des produits laitiers (12,7 %). Pour leur part, la valeur des bovins a diminué de 9 % durant l'année.

En 1984, le marché des légumes offrait de nouveau des choux de Bruxelles du Nouveau-Brunswick, qui ont obtenu de très bons résultats. La province faisait également sa deuxième récolte commerciale d'asperges. Autant les choux de Bruxelles que les asperges ont été bien accueillis par les consommateurs. À la fin de 1984 et au début de 1985, la première récolte de laitue produite dans la province au moyen de la technique hydroponique a fait son apparition sur le marché des légumes frais. Quoique la demande ait été assez faible, on s'attend à ce que ce nouveau produit devienne de plus en plus populaire auprès des consommateurs.

La signature d'une entente fédérale-provinciale de cinq ans sur le développement agro-alimentaire devrait avoir des répercussions favorables sur l'industrie agricole de la province. Grâce à l'entente, 32 millions de dollars au total, soit 25 millions et 7 millions de dollars des gouvernement fédéral et provincial respectivement, seront investis dans ce secteur entre 1984 et 1989.

L'entente prévoit des programmes de développement dans plusieurs domaines, notamment celui des céréales fourragères, de la pomme de terre et des cultures spéciales. Dans le cadre de ces programmes, Agriculture Canada et la Province mettront en oeuvre des projets dans les secteurs suivants : aménagement des terres, mise en marché, technologie et perfectionnement des ressources humaines.

Lors de la Conférence sur les perspectives agricoles tenue dernièrement, on a prédit une diminution de 4,7 % au chapitre des recettes agricoles en espèces en 1985, notamment à cause des prix actuels de la pomme de terre, inférieurs à ceux de l'an dernier. D'un autre côté, les recettes provenant de la production animale devraient augmenter d'environ 3 %. Étant donné que les frais d'exploitation et d'amortissement seraient légèrement à la hausse en 1985 (0,8%), on prévoit une chute de 20,2 % du revenu agricole net.

PÊCHES

Les données préliminaires indiquent des baisses de 10,6 % et de 19 %, respectivement, de la valeur et du volume des débarquements au Nouveau-Brunswick en 1984. Toutefois, la valeur des exportations de produits de la pêche durant l'année a augmenté de 4,7 %, atteignant ainsi près de 213 millions de dollars. Par contre, la valeur des exportations de fruits de mer, qui représentent 56 % de la valeur totale des exportations de produits de la pêche, a baissé de 4,4 %.

C'est le homard qui s'est le mieux comporté en 1984 pour ce qui est de la valeur des débarquements. Toujours selon les données préliminaires, la valeur elle du homard aurait augmenté de 7,8 % par rapport à l'année précédente. En seconde place vient le crabe des neiges, dont la valeur a diminué de 22 %. Quant à elles, les pétoncles et les coques ont beaucoup augmenté à ce chapitre.

Au cours de 1984, une nouvelle entente auxiliaire de cinq ans sur le développement de l'industrie de la pêche a été conclue entre le Canada et le Nouveau-Brunswick. Grâce à l'entente, 45 millions de dollars au total, soit 25 millions et 20 millions des gouvernements fédéral et provincial respectivement, seront investis aux fins suivantes : amélioration des techniques de pêche, infrastructure, diversification des produits et des méthodes de transformation, et développement de l'aquiculture. Parmi les autres programmes envisagés, mentionnons le rachat des compagnies de pêche au saumon commerciale et des senneurs à hareng, la recherche et développement, puis les pêcheries autochtones.

Du côté des marchés étrangers, les membres des pêcheries de poissons de fond et de pétoncles du Nord-Est des États-Unis ont entrepris une enquête sur les répercussions qu'ont les importations en provenance du Canada sur leur compétitivité. Un rapport présenté récemment au Président aux termes de l'article 332 de la U.S. Tariff Act n'a pas réussi à soutenir certaines allégations voulant que ces importations soient une cause importante du fléchissement de certains secteurs de l'industrie de la pêche aux États-Unis.

Un des domaines prometteurs de l'industrie de la pêche au Nouveau-Brunswick est celui de l'aquiculture. Quoique relativement modeste sur le plan économique, il a continué à faire des progrès en 1984. Les producteurs de saumon sont venus à bout d'un grand nombre des difficultés initiales au fur et à mesure qu'ils développaient les compétences et les techniques nécessaires pour s'adapter aux conditions de culture de la province. La salmonicole de la Sea Farm New Brunswick Limited, d'une valeur de 2,5 millions de dollars, est terminée et la première génération de saumoneaux devrait faire son apparition sur les marchés d'ici mai 1985. La production commerciale d'huîtres a augmenté régulièrement pour répondre à la demande. Des secteurs secondaires comme la production de céréales ont commencé à poindre et la production de certaines espèces comme les moules devrait bientôt se matérialiser.

En ce qui concerne les stocks de poissons, on ne s'attend pas à une hausse importante des contingents dans les principales espèces commerciales exploitées actuellement dans le golfe Saint-Laurent et dans la baie de Fundy, d'où 80 % et

20 % des stocks du Nouveau-Brunswick proviennent respectivement. Exceptionnellement, la perche rouge refait son apparition dans le golfe. Par ailleurs, les stocks alimentaires de l'Atlantique Nord offrent également des possibilités d'augmentation des ressources primaires.

En 1985, on ne s'attend qu'à de légères hausses de la valeur totale de la production. Le volume de fruits de mer devrait se maintenir, mais les prix seront fonction de certains facteurs comme la valeur du dollar canadien, les approvisionnements étrangers en produits semblables, les barrières douanières et la concurrence créée par les produits d'imitation. Sous l'effet de la faiblesse du marché, l'emploi diminuera dans le secteur de la transformation du crabe. Par contraste, le marché du poisson de fond devrait se raffermir en 1985.

FORÊTS

Le secteur forestier du Nouveau-Brunswick a connu des niveaux de production plus élevés en 1984 à cause de l'amélioration des débouchés aux États-Unis et au Royaume-Uni, ses principaux marchés d'exportation. L'exploitation forestière a enregistré une hausse au niveau tant de la production que de l'emploi, les usines ayant un besoin plus grand de matières premières. La production de pâte de bois a grimpé de 18,5 % en 1984, la consommation des usines de pâte ayant augmenté de 20,1 %. Le nombre d'emplois dans le secteur de l'exploitation forestière s'est établi en moyenne à 4 770 en 1984 par rapport à 3 730 l'année précédente.

Pâtes et papiers

L'industrie des pâtes et papiers a atteint des niveaux record de production en raison de la vitalité des marchés, particulièrement celui du papier journal aux États-Unis, et d'un accroissement de capacité. La production a grimpé de 25,3 % au cours de l'année comparativement à 5,3 % seulement pour l'ensemble du Canada. La valeur des livraisons de biens de fabrication de l'industrie du papier et des activités connexes a pour sa part augmenté de 38,6 %.

La valeur des exportations de pâte de bois a fait un bond de 38,3 % en 1984. Les exportations de pâte de bois vers les États-Unis ont ainsi monté de 15,5 %, tandis que celles vers le Royaume-Uni ont plus que triplé. La valeur des exportations de papier journal a augmenté de 53,0 %, celle des exportations vers les États-Unis ayant doublé. Toutefois, les exportations de papier journal vers le Royaume-Uni ont baissé de 0,7 %.

Des augmentations des prix de la pâte de bois et du papier ont été enregistrées au premier semestre, mais au dernier trimestre, le prix de la pâte de bois a fléchi graduellement, la demande ayant diminué en raison d'un ralentissement de l'économie des États-Unis.

Les investissements dans l'industrie des pâtes et papiers ont continué en 1984. L'usine de la Lake Utopia Paper Ltd. à St. George est actuellement en voie de modernisation, au coût de 10 à 20 millions de dollars, et les deux usines de la compagnie Irving Pulp and Paper à Saint John sont à investir plus de 100 millions de dollars dans des travaux d'installation de matériel de dépollution et de modernisation des installations de production. À Bathurst, le projet de modernisation de l'usine de carton à onduler de la Consolidated-Bathurst, d'une valeur de 100 millions de dollars, va bon train et la St. Anne-Nackawic dépense de grosses sommes pour des projets de modernisation et de réduction des coûts.

Un grand projet d'investissement a été annoncé pour l'usine de pâte kraft de Boise Cascade à Newcastle. Par ailleurs, la compagnie Repap Enterprises, propriétaire de l'usine de pâte

mécanique Acadia Forest Products à Nelson-Miramichi, fera bientôt l'acquisition de l'usine Boise Cascade. La Repap prévoit de construire une usine de papier enduit d'une valeur de 230 millions de dollars à cet endroit. On s'attend à ce que les travaux débutent cette année et soient terminés en 1986. Lorsqu'elle sera en pleine production, l'usine devrait employer 200 travailleurs et produire 200 000 tonnes de papier enduit par année. L'usine de papier utilisera la pâte produite par les usines de Boise Cascade et d'Acadia.

Une décision de la Communauté économique européenne (CEE) de restreindre les importations de papier journal détaxé en provenance de pays non membres de la CEE pourrait nuire à la croissance future des marchés européens pour les producteurs canadiens de papier journal. Le quota de 600 000 tonnes métriques imposé au Canada est inférieur aux 641 000 tonnes de papier journal livrées à la CEE en 1983. En 1984, les exportations de papier journal vers la CEE comptaient pour 15,3 % de la valeur totale des exportations de papier journal du Nouveau-Brunswick.

Industrie du bois

La valeur des livraisons de biens de fabrication de l'industrie du bois a augmenté de 12,1 % en 1984. Les scieries ont connu un premier semestre prospère, mais les marchés de bois d'oeuvre se sont affaiblis au cours du deuxième semestre en raison de la diminution des mises en chantier d'habitations partout en Amérique du Nord. En conséquence, les prix du bois d'oeuvre étaient moindres à la fin de l'année qu'ils ne l'étaient en janvier 1984. La production de bois de sciage a pour sa part augmenté de 5,4 %.

La valeur totale des exportations de bois d'oeuvre a grimpé de 14,4 % en 1984, les exportations vers les marchés américains augmentant de 34,7 %. Quant aux exportations outre-mer, elles ont été restreintes à cause de l'appréciation du dollar canadien par rapport aux devises européennes. La valeur des exportations de bois d'oeuvre vers le Royaume-Uni et la France ont chuté de 30,1 % et de 22,5 % respectivement.

En 1984, l'usine de panneaux d'agglomérés de St. Stephen a terminé ses travaux d'agrandissement d'une valeur de 8 millions de dollars et la scierie Fraser de Kedgwick a terminé son programme de modernisation de 1,6 million de dollars. Par ailleurs, les propriétaires de la scierie Downey de Hillsborough ont annoncé la reconstruction, au coût de 2,2 millions de dollars, du bâtiment qui avait été rasé par les flammes. En outre, l'usine de contreplaqué Burchill a été vendue par le gouvernement provincial et les nouveaux propriétaires s'attendent à engager jusqu'à 120 personnes et à consacrer au moins neuf mois par année à l'exploitation. L'usine Northwood Panelboard est demeurée fermée pendant toute l'année 1984, laissant 150 personnes toujours sans emploi.

L'industrie du bois aura peut-être à faire face à des problèmes sur les marchés américains. Un projet de loi a en effet été déposé devant le Congrès des États-Unis dans un effort pour limiter les importations en provenance du Canada à 25 % du marché intérieur américain pendant cinq ans pour les produits suivants : les bois résineux, les parements, le bardeau fendu, le bardeau et les panneaux de particules.

D'après les prévisions des représentants de l'industrie au Canada, la part canadienne du marché américain est actuellement d'environ 30 %. En 1984, la valeur des exportations de bois d'oeuvre du Nouveau-Brunswick vers les États-Unis dépassait les 51 millions de dollars, soit 79 % de la valeur totale des exportations de bois d'oeuvre de la province.

Autres faits nouveaux

En juin 1984, les gouvernements du Canada et du Nouveau-Brunswick ont conclu une entente de renouvellement forestier de 77,4 millions de dollars. Cette entente quinquennale comprend six programmes visant l'aménagement et la mise en valeur à long terme de terres privées et des terres de la Couronne. Les programmes portent notamment sur l'aménagement forestier des terres privées, fédérales et provinciales, la planification et le perfectionnement de l'aménagement forestier, la mise en valeur des boisés privés, l'information du public, l'éducation et l'évaluation. La province doit contribuer 35,1 millions de dollars aux fins de l'entente.

Vers la fin de 1984 a commencé la construction du centre sylvicole Hugh John Flemming à Fredericton. Le centre de recherche abritera des employés des gouvernements provincial et fédéral de même qu'une partie de l'Université du Nouveau-Brunswick et l'École des gardes forestiers.

Perspectives

L'industrie forestière devrait connaître une croissance plus lente en 1985, l'expansion économique nord-américaine devant modérer son pas. Les usines de pâtes et papiers de la province continuent à faire face à une concurrence serrée sur les marchés européens de la part des producteurs scandinaves, dont les prix sont plus avantageux en raison de la vitalité du dollar américain. À cause de la faiblesse des marchés, certaines usines d'Amérique du Nord connaissent une période d'inactivité, notamment les usines suivantes au Nouveau-Brunswick : Acadia Forest Products à Nelson-Miramichi, St. Anne-Nackawic à Nackawic et Fraser à Atholville.

L'industrie du bois d'oeuvre devrait relever légèrement sa production en 1985. Quant aux mises en chantiers de logements, on s'attend à un accroissement en Amérique du Nord cette année, si les taux d'intérêt n'augmentent pas trop.

MINES

La valeur de la production minérale au Nouveau-Brunswick a atteint un chiffre record de 590,4 millions de dollars en 1984, ce qui représente une augmentation importante de 16,7 % par rapport à 1983, attribuable pour une large part à la production de deux nouvelles mines ouvertes en 1983, soit la mine de potasse de la Potash Company of America et la mine de tungstène-molybdène de Mount Pleasant; ainsi qu'à de meilleurs prix et à une plus grande production dans le cas du zinc. La mine de métaux communs Heath Steele a mis fin à son exploitation souterraine en mai 1984.

Représentant environ 80 % de la valeur globale de la production minérale, la valeur des métaux communs produits a progressé de 12,1 % en 1984 pour atteindre le chiffre de 472,2 millions de dollars. Une forte demande de zinc, particulièrement pendant le premier semestre de l'année, a contribué à faire augmenter de 34 % la valeur du zinc produit, qui s'est élevée à 346,7 $ millions de dollars. D'autres métaux dont la valeur de la production a augmenté incluaient l'antimoine, le bismuth, l'or et le plomb, alors que les revenus provenant du cuivre et de l'argent ont baissé.

La valeur des minéraux non métalliques produits a fait un bond de 110,4 % pour atteindre le chiffre de 35 millions de dollars, largement en raison de la pleine année de production à la mine de potasse et sel de la Potash Company of America. La tourbe et le soufre ont tous deux enregistré d'importantes

augmentations, tandis que la production de la silice (auparavant le quartz) a diminué. Une légère hausse du volume de production à l'exploitation de N.B. Coal Limited à Grand Lake s'est traduite par une augmentation de 2,1 % de la valeur des ressources énergétiques produites. La valeur du matériel structural s'est accrue pour sa part de 4 %.

La potasse a continué à être l'un des meilleurs secteurs de l'industrie minière du Nouveau-Brunswick en 1984. La mine de la Potash Company of America, située près de Sussex, a fonctionné à 75 % de sa puissance nominale de 635 000 tonnes et fourni 264 emplois. PCA a exporté plusieurs gros chargements au Danemark et aux États-Unis à partir du terminal de potasse du port de Saint John.

On prévoit que la production de la mine Denison-Potacan, actuellement en construction, débutera en juillet 1985. Cette mine d'une valeur de 350 millions de dollars emploiera 400 personnes et produira 1,4 million de tonnes par année. La construction de l'entrepôt de 70 000 tonnes se poursuit au terminal de potasse du port de Saint John.

BP Exploration Canada Limited a récemment sondé un trou de forage à son terrain de Millstream. On prévoit qu'une décision sera prise en 1985 à propos d'un programme d'exploration souterraine de trois ans au coût de 35 millions de dollars. Si l'on décide d'entreprendre la production après la fin des travaux d'exploration souterraine, on s'attend que la construction de la mine, du concentrateur, de l'affinerie et

des installations connexes coûte entre 300 et 400 millions de dollars. Advenant que la mine de BP soit mise en exploitation de la façon prévue, les trois principales mines du Nouveau-Brunswick pourraient alors fournir 7 % de la production mondiale de potasse.

Le grand producteur de métaux communs au Nouveau-Brunswick, Brunswick Mining and Smelting, situé près de Bathurst, a enregistré une hausse de production de 9,5 % en 1984. Le prix du zinc était élevé vers la fin de l'été, mais le prix tant du zinc que de l'argent avait diminué de 20 % au second semestre. Le prix du plomb et du cuivre était faible; cependant, la fonderie de plomb de Belledune a produit à capacité.

La Heath Steele, exploitée par Noranda et Asarco, a mis fin à son exploitation minière souterraine en mai 1984, ce qui a entraîné la perte d'environ 500 emplois. Toutefois, le traitement de certains minerais du chapeau de fer aurifère a été effectué pendant les mois d'été. Il est prévu qu'une décision sur l'avenir de la mine sera prise plus tard cette année après la présentation d'un rapport sur la faisabilité de réouverture de la mine, qui sera établi par un groupe de travail composé de représentants du syndicat, de Noranda et du gouvernement provincial.

Durham Resources, auparavant la Consolidated Durham, travaille actuellement à un projet de mise en valeur de 4 millions de dollars d'un nouveau gisement de minerai à sa mine d'antimoine, dont l'exploitation est prévue pour le troisième trimestre de 1985. La mine de Lake George devrait employer environ 120 personnes, et elle visera surtout le marché américain. Quand le gisement de minerai original a été épuisé en mai 1981, le prix de l'antimoine variait entre 14 et 16 $ US la tonne. En 1984, il est passé à 30 $ la tonne. La compagnie prévoit conquérir 18 % du marché américain pour son produit, utilisé principalement comme agent durcissant dans les alliages de plomb et comme ignifuge dans les matériaux à l'épreuve du feu.

La mine de Mount Pleasant a fonctionné presque à pleine capacité en 1984. Toutefois, le prix du tungstène, principal produit de la mine, est passé de près de 14 $ le kilo en 1979 (année du début du projet) à 8,40 $ le kilo en 1984. Soixante-seize des 231 employés de la mine ont été mis à pied en octobre afin de réduire les coûts pendant que se poursuivaient les travaux sur les problèmes de métallurgie. Les engagements envers ses clients européens et américains seront respectés.

Dans le secteur énergétique, le groupe Irving Oil et Chevron Canada Resources a commencé en mars 1985 des forages exploratoires pour du gaz de pétrole dans le comté d'Albert. Par suite du programme d'exploration sismique de l'ordre de 15 millions de dollars entrepris en 1981, deux puits expérimentaux d'un million de dollars seront sondés, l'un à Stoney Creek et l'autre, près d'Hillsborough.

En 1984, la production de tourbe au Nouveau-Brunswick a connu une baisse de volume de 4 %, mais une hausse de valeur de 31 %. La province compte maintenant seize producteurs de tourbe.

Le nombre de claims enregistrés dans la province en 1984 était inférieur de 38 % au chiffre de 1983, principalement en raison du faible prix des métaux, ce qui a restreint les fonds pour l'exploration. Le nombre total de claims en vigueur est le plus bas en dix ans. Toutefois, la découverte de métaux précieux dans la région de Cape Spencer, près de Saint John, et dans la région de Bathurst devrait stimuler en 1985 l'intérêt porté à ce domaine.

Énergie, Mines et Ressources Canada s'est joint à la Commission d'énergie électrique du Nouveau-Brunswick pour annoncer en 1984 la construction d'un système de chaudières de 33 millions de dollars pour la combustion de la houille et du schiste bitumineux provenant des gisements du Nouveau-Brunswick, en vue de produire de l'énergie électrique. Comme la forte teneur en soufre de la houille cause des problèmes d'émission, il faut la brûler selon un procédé spécial pour satisfaire aux normes sur la pollution. Le système complètement financé par Énergie, Mines et Ressources, devrait être installé et mis à l'essai à la centrale de Chatham de la Commission d'énergie d'ici l'automne 1986.

D'une valeur de 19 millions de dollars, l'usine pilote de sulfatation-grillage-lessivage de Chatham est censée commencer

ses activités en mai 1985 et devrait fournir de l'emploi à environ 100 personnes. Cette usine a été conçue pour mettre à l'essai un nouveau procédé plus efficace d'extraction de métaux à partir des minerais de métaux communs, procédé inventé par le Conseil de la recherche et de la productivité du Nouveau-Brunswick.

Une nouvelle entente Canada - Nouveau-Brunswick sur l'exploitation minérale a été signée en juin 1984. En vertu de cette entente quiquennale, les deux gouvernements investiront 22,3 millions de dollars dans une série de programmes complémentaires visant à stimuler l'exploration, l'exploitation, la fonte, l'affinage et la vente des minéraux de la province. La contribution du Nouveau-Brunswick dans le cadre de cette entente sera d'au maximum 7,3 millions de dollars.

Les perspectives de l'industrie minière du Nouveau-Brunswick continuent à être prometteuses. Depuis l'ouverture des mines de potasse de la PCA et de Denison, de la mine de tungstène de Mount Pleasant et de Durham Resources, l'industrie minière de la province ne cesse de se diversifier et elle dépend donc de moins en moins d'un minerai ou d'une mine en particulier. Le prix de la plupart des métaux communs ne devrait pas être très élevé en 1985, quoique la demande de potasse et d'antimoine devrait augmenter. La réalisation de projets comme l'usine de réduction du minerai, le système générateur d'électricité à partir de la houille et du schiste bitumineux, ainsi que d'autres projets en cours, pourrait aider considérablement à la mise en valeur d'un certain nombre d'exploitations minières marginales ou de gisements inexploités.

FABRICATION

Le secteur de la fabrication a enregistré des niveaux plus élevés de production et d'emploi en 1984. Le nombre d'emplois s'est établi en moyenne à 34 000, soit une augmentation de 1 000 par rapport aux deux années précédentes. La valeur des livraisons de biens de fabrication a grimpé de 22,8 %.

Le premier secteur de la province sur le plan des livraisons et de l'emploi est celui des aliments et boissons, dont les livraisons ont connu une hausse de 14,3 % en 1984. Les livraisons des industries des produits de la pêche, des produits laitiers, des produits de boulangeries et des industries alimentaires diverses se sont accrues. L'augmentation des livraisons dans le secteur des aliments et boissons est attribuable à un redressement de la demande et à la mise en service de nouvelles installations.

La capacité de production dans le secteur des aliments et boissons a augmenté ces dernières années en raison de l'ouverture de nouvelles installations, notamment l'usine de production de jus de McCain à Grand-Sault et l'usine de croustilles Humpty-Dumpty à Hartland. En outre, certaines des usines déjà en place ont récemment été agrandies ou sont en voie de l'être, notamment l'usine de conditionnement de la viande de la Hub Meat Packers à Moncton, dont les travaux d'agrandissement s'élèvent à 3 millions de dollars; l'usine de

transformation du thon Ocean Maid à St. Andrews, avec un projet d'agrandissement et de modernisation de 4 millions de dollars; l'usine de bonbons Ganong à St. Stephen, dont les travaux d'agrandissement s'établissent à un million de dollars; l'agrandissement de la brasserie Moosehead à Saint John, au coût de 20 millions de dollars; l'agrandissement de l'usine de conditionnement de la viande Chippin à Fredericton, au coût de 1,4 million de dollars, et enfin, l'agrandissement des installations de la Canada Packers, division Shur-Gain, à Sussex (1,7 million de dollars).

Le deuxième secteur est celui de l'industrie du papier et des activités connexes. Les livraisons de ce secteur en 1984 ont grimpé de 38,6 %. Le niveau record de production est attribuable ici à une forte demande de papier journal et de pâte de bois du Nouveau-Brunswick aux États-Unis.

Le gros de l'activité manufacturière au Nouveau-Brunswick est fourni par le groupe restant, composé de plusieurs industries dont les statistiques individuelles sont confidentielles[1]. Il comprend quelques producteurs importants tels que la Brunswick Mining and Smelting et la raffinerie Irving Oil, de même qu'un certain nombre d'autres usines de fabrication. Les livraisons de ce groupe (représentant 29 % de toutes les livraisons de biens de fabrication) ont augmenté de 1,9 % en 1984.

---

1 Le groupe restant comprend les produits du tabac, le caoutchouc et les plastiques, le cuir, les textiles, le vêtement, les industries primaires du métal, l'outillage, les produits électriques, les produits minéraux non métalliques, le pétrole et le charbon, les produits chimiques et les fabricants de produits divers.

Les livraisons de l'industrie de fabrication de matériel de transport ont connu une remontée de 203,8 % en 1984, grâce au coup de pouce fourni par l'achèvement d'une plate-forme pétrolière de 150 millions de dollars par la Saint John Shipbuilding and Dry Dock Co. Ltd. Par ailleurs, la valeur des livraisons de biens de fabrication a grimpé durant l'année du fait que le gouvernement fédéral a commencé à faire des paiements au chantier naval de Saint John pour des travaux effectués dans le cadre du programme de construction de frégates, programme de 3,8 milliards de dollars. Trois des six frégates seront construites à Saint John, mais le chantier naval assumera la responsabilité entière des travaux techniques, de la gestion et du contrôle de la qualité. Les travaux devraient normalement être terminés en 1992.

Les autres grands secteurs de l'industrie de la fabrication ont eux aussi connu une augmentation de la valeur des livraisons en 1984, notamment les produits du bois (12,1 %), les produits en métal (17,4 %), l'imprimerie, l'édition et les activités connexes (9,8 %) et enfin, le meuble et les articles d'ameublement (16,7 %).

Selon l'enquête de Statistique Canada sur les investissements privés et publics, les dépenses d'immobilisations dans l'induetrie manufacturière au Nouveau-Brunswick auraient diminué de 41 % en 1984, se chiffrant à 147 millions de dollars. Par contre, les dépenses de réparations auraient augmenté de 9,6 %, atteignant 136 millions de dollars.

Parmi les projets d'investissement importants que l'on prévoit, mis à part ceux de l'industrie des aliments et boissons et de l'industrie des pâtes et papiers, mentionnons des travaux d'agrandissement d'une valeur de 7 millions de dollars chez Domglas à Scoudouc, des travaux d'agrandissement de 2,4 millions de dollars chez Atlantic Industries à Dorchester, des travaux d'agrandissement de 1,2 million de dollars à l'usine PCL et à celle d'Eastern Packaging, à Saint John, et des travaux d'agrandissement d'une valeur de 1 million de dollars chez Thomas Equipment à Centreville.

Plusieurs compagnies ont ouvert leurs portes en 1984, notamment la laiterie Dairytown Products Ltd. à Sussex et les Confections S.A.R. Inc., une usine de vêtements à Edmundston. La Enterprise Foundry de Sackville a été vendue à Enheat et la nouvelle compagnie, Enterprise Fawcett Inc., devrait employer 130 personnes lorsqu'elle sera en pleine activité.

En mars 1984, Process Technology Ltd. a officiellement ouvert ses portes à Oromocto. La compagnie a commencé à produire en 1983 et emploie actuellement 97 personnes. En outre, 110 nouveaux emplois seront créés au cours des trois prochaines années par suite de travaux d'agrandissement de 5,4 millions de dollars. La compagnie fabrique et vend du matériel et des procédés hautement spécialisés pour l'industrie des semi-conducteurs.

Dans le cadre de son Programme d'aide financière à la petite entreprise, le gouvernement provincial a continué à appuyer les différents secteurs d'activité de la province. Il

a approuvé 204 demandes de subvention en 1984, dont 165 avaient déjà été reçues par les compagnies concernées au mois de mars 1985. En août, le gouvernement a annoncé un nouveau Programme d'aide en matière de capital-risque, afin de promouvoir la formation et l'investissement de capital-risque dans des compagnies admissibles.

Le secteur de la fabrication de la province devrait connaître une croissance accrue dans l'ensemble en 1985. On s'attend à ce que l'industrie des pâtes et papiers et celle des aliments et boissons augmentent leur production. Par ailleurs, la production de l'industrie de fabrication de matériel de transport sera soutenue par le début des travaux de construction de la première frégate qui doit être assemblée au chantier naval de Saint John.

CONSTRUCTION

La performance de l'industrie de la construction au Nouveau-Brunswick en 1984 a été soutenue par d'importants projets d'investissement dans les mines, les services publics, ainsi que les institutions et ministères gouvernementaux. Selon l'enquête de Statistique Canada sur les investissements privés et publics, les dépenses d'immobilisations ont augmenté de 3,8 %, pour atteindre 1 546 millions de dollars, tandis que les dépenses de réparations ont grimpé de 11,3 %, s'établissant à 658,5 millions de dollars. Au total, les dépenses d'immobilisations et de réparations ont augmenté de 6 %, passant à 2 204,5 millions de dollars en 1984.

La valeur de la construction aurait augmenté de 4,6 %, pour atteindre 1 207,2 millions de dollars, tandis que les achats de machines et d'outillage sont évalués à 997,3 millions de dollars, en hausse de 7,7 %. Les investissements publics qui sont passés à 828,8 millions de dollars, ont grimpé de 23,9 %, tandis que les investissements privés sont descendus de 2,5 %, pour se chiffrer à 1 375,7 millions de dollars.

Le montant total des investissements a augmenté considérablement dans les secteurs suivants : industries primaires et construction, commerce, finances et services commerciaux, services publics et institutions et ministères gouvernementaux. Par contre, les secteurs de la fabrication et du logement ont tous deux enregistré une diminution à cette rubrique.

Le nombre de mises en chantier de logements au Nouveau-Brunswick a connu une chute de 39,4 % au cours de l'année, pour se chiffrer à 2 873, en raison principalement de la décision du gouvernement de mettre fin aux programmes d'encouragement à la construction qu'il offrait en 1983. Au 31 décembre 1984, le nombre de maisons en construction avait dégringolé de 47,1 % par rapport à la même date l'année précédente. Étant donné le ralentissement, en 1984, de l'industrie de la construction résidentielle, industrie à forte proportion de main-d'oeuvre, le nombre d'emplois a diminué de 2 000, s'établissant à 13 000.

La valeur totale des permis de construire octroyés par les municipalités de la province a augmenté de 5,8 % en 1984. La valeur des permis de construire domiciliaires, industriels et commerciaux a ainsi augmenté de 9,1 %, 40,1 % et 54,5 % respectivement, tandis que dans le cas des institutions et ministères gouvernementaux, elle a baissé de 39,4 %.

Le bilan économique des forêts, des mines et de la fabrication fournit des détails sur bon nombre des principaux projets d'investissement. En général, on s'attend à ce que la croissance des investissements se maintienne en 1985. Les dépenses totales d'immobilisations et de réparations devraient augmenter de 10 %, pour atteindre 2 424,9 millions de dollars, soit une hausse de 11,3 % (1 721,3 millions de dollars) du côté des immobilisations et une progression de 6,8 % (703,6 millions de dollars) du côté des réparations.[1]

---

1 Selon l'enquête de Statistique Canada sur les perspectives des investissements privés et publics en 1985, les dépenses d'immobilisations au Nouveau-Brunswick devraient diminuer légèrement (-0,3 %) au cours de l'année. Cependant, elle ne tenait pas compte de l'usine de papier enduit annoncée pour Newcastle.

SERVICES

Le nombre d'emplois dans le secteur des services, qui représentait environ 74 % de l'emploi total dans la province en 1984, a augmenté de 2 000 (1,1 %) pour atteindre 183 000. Toutes les industries de ce secteur ont connu une remontée du nombre d'emplois durant l'année, à l'exception de l'administration publique et des services socio-culturels, commerciaux et personnels.

Commerce

La valeur totale du commerce de détail s'est accrue de 7 % en 1984, pour atteindre 2 910 millions de dollars. Les ventes ont plus particulièrement augmenté dans la catégorie des garages (29 %) et dans celle des magasins généraux (27,1%). L'indice des prix à la consommation de Saint John a augmenté de 5,1 % en 1984 comparativement à 6,8 % l'année précédente. Cela représente la hausse la plus faible de l'IPC en taux annuel depuis 1971.

La valeur des ventes au détail des concessionnaires d'automobiles neuves a grimpé de 23,8 % en 1984. Quant aux stations-service, leurs ventes ont augmenté de 4,1 %. Toutefois, elles ont baissé de 0,4 % dans le cas des magasins de pièces et d'accessoires d'automobiles.

Le nombre total de véhicules automobiles neufs vendus en 1984 au Nouveau-Brunswick a augmenté de 17,1 %. Le nombre de véhicules de tourisme vendus a connu une hausse de 12,4 % et le nombre de véhicules utilitaires a grimpé de 29,8 %.

Services publics

Les services publics ont connu une bonne performance en 1984 en raison de la reprise économique. La production totale d'électricité offerte aux Néo-Brunswickois s'est accrue de 12,2 %. Les importations intérieures et étrangères d'électricité ont progressé de 11,3 %, tandis que les exportations totales ont baissé légèrement (par contre, les exportations vers les États-Unis ont augmenté de 7,4 %). Le nombre de téléphones branchés dans la province au cours de l'année a augmenté de 3,4 % et le nombre d'appels interurbains effectués à partir du Nouveau-Brunswick, de 9,5 %.

Perspectives

La performance du secteur des services au Nouveau-Brunswick dépend de l'économie en général. La croissance soutenue des industries productrices de biens devrait entraîner un affermissement de ce secteur au cours de 1985. Pour leur part, les dépenses de consommation devraient continuer à augmenter durant l'année, en raison d'un accroissement de l'emploi et d'une certaine stabilité des taux d'intérêt et d'inflation, entre autres. Les Jeux d'été du Canada qui auront lieu à Saint John et diverses activités organisées dans le cadre du bicentenaire devraient également avoir des répercussions favorables sur le secteur des services.

TABLEAUX
STATISTIQUES

Série annuelle

Tableau		Page
1	POPULATION	58
2	POPULATION PAR GROUPE D'ÂGE	58
3	STATISTIQUES DE L'ÉTAT CIVIL	59
4	REVENU PERSONNEL PAR HABITANT	60
5	ÉLÉMENTS DU REVENU PERSONNEL	60
6	PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AU COÛT DES FACTEURS, NOUVEAU-BRUNSWICK ET CANADA	61
7	REVENU PROVINCIAL ET PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PROVINCIAL	62
8	PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AU COÛT DES FACTEURS	63
9	DÉPENSE PROVINCIALE BRUTE	64
10	PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ	65
11	PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ ($ de 1971)	66
12	INVESTISSEMENTS PRIVÉS ET PUBLICS	67
13	TRAITEMENTS ET SALAIRES HEBDOMADAIRES MOYENS	68
14	TRAITEMENTS ET SALAIRES HEBDOMADAIRES MOYENS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ	69
15	STATISTIQUES DE LA POPULATION ACTIVE	70
16	TAUX D'ACTIVITÉ ET TAUX DE CHÔMAGE	71
17	PERSONNES OCCUPÉES SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ ET SELON LA PROFESSION	72
18	L'EMPLOI DANS LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	73
19	ÉLÉMENTS DU REVENU AGRICOLE	73
20	RECETTES EN ESPÈCES PROVENANT D'OPÉRATIONS AGRICOLES	74
21	STATISTIQUES PRINCIPALES DE L'EXPLOITATION FORESTIÈRE	75
22	ESTIMATIONS DE LA PRODUCTION FORESTIÈRE TOTALE	75
23	STATISTIQUES PRINCIPALES DE L'INDUSTRIE DE LA PÊCHE	76
24	VALEUR DES PRISES DE POISSONS PAR ESPÈCES PRINCIPALES	77

Tableau		Page
25	PRODUCTION MINÉRALE-QUANTITÉ	78
26	STATISTIQUES PRINCIPALES DES INDUSTRIES MINIÈRES	78
27	PRODUCTION MINÉRALE-VALEUR	79
28	STATISTIQUES PRINCIPALES DES INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES	80
29	LIVRAISONS MANUFACTURÈRES PAR GROUPE D'ACTIVITÉ	81
30	LOGEMENTS MIS EN CHANTIER ET PARACHEVÉS	82
31	TRAVAUX DE CONSTRUCTION	82
32	VALEUR DES CONSTRUCTIONS PAR ESPÈCE	83
33	VALEUR DES PERMIS DE CONSTRUCTION DÉLIVRÉS	84
34	COMMERCE DE DÉTAIL	85
35	COMMERCE DE DÉTAIL PAR GENRE D'ENTREPRISE	86
36	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	87
37	RECETTES DE L'HÉBERGEMENT ET DE LA RESTAURATION	88
38	CHÈQUES ENCAISSÉS	88
39	NOMBRE TOTAL DE VÉHICULES À MOTEUR IMMATRICULÉS	89
40	VOITURES PARTICULIÈRES IMMATRICULÉES	90
41	BALANCE DE L'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE	91
42	NOMBRE DE TÉLÉPHONES	92
43	DÉCLARATIONS D'IMPÔT SUR LE REVENU	92
44	TRAFIC DE MARCHANDISES PAR RAIL	93
45	MARCHANDISES MANUTENTIONNÉES AUX PORTS DU NOUVEAU-BRUNSWICK	94
46	STATISTIQUES DE L'AVIATION	95
47	EXPORTATIONS	96
48	EXPORTATIONS DE BIENS ET SERVICES	97

Tableau 1 - POPULATION

Année	Nouveau-Brunswick	Variation (%)	Canada	Variation (%)	(%) du N.-B. par rapport au Canada
1961	597 936		18 238 247		3,3
1966	616 788	3,2	20 140 880	9,7	3,1
1971	634 557	2,9	21 568 311	7,1	2,9
1976	677 250	1,8	22 992 600	1,3	2,9
1977	684 100	1,0	23 272 800	1,2	2,9
1978	688 100	0,6	23 517 000	1,0	2,9
1979	691 900	0,6	23 747 300	1,0	2,9
1980	695 400	0,5	24 042 500	1,2	2,9
1981	696 400	0,1	24 341 700	1,2	2,9
1982	698 900	0,4	24 631 800	1,2	2,8
1983p	707 700	1,3	24 884 500	1,0	2,8
1984p	714 200	0,9	25 123 600	1,0	2,8

Sources: Recensement de Statistique Canada et Statistique Canada 91-201.

Tableau 2 - POPULATION PAR GROUPE D'ÂGE
('000)

Année	0-14	15-24	25-34	35-64	65+
1961	227,2	90,9	67,5	165,4	46,9
1966	222,1	107,9	65,2	171,3	50,3
1971	203,1	126,3	73,9	176,5	54,7
1976	193,1	137,6	99,8	185,7	61,1
1981	173,7	136,6	116,4	199,2	70,6
1982	171,0	134,6	116,9	204,1	72,3
1983p	170,3	134,0	118,7	210,2	73,6
1984p	169,2	133,5	119,7	215,2	75,7

Sources: Recensement de Statistique Canada et Statistique Canada 91-202.

Tableau 3 - STATISTIQUES DE L'ÉTAT CIVIL

Année se terminant le 31 mai	Naissances vivantes	Décès	Accroissement naturel	Accroissement absolu	Migration nette[1]
1971	11 983	4 951	7 032	7 600	+600
1972	12 048	5 032	7 016	5 500	-1 500
1973	11 636	4 959	6 677	7 000	+300
1974	11 258	5 130	6 128	6 500	+400
1975	11 735	5 235	6 500	11 600	+5 100
1976	11 800	5 216	6 584	12 000	+5 400
1977	11 753	5 140	6 613	6 900	+300
1978	11 119	5 210	5 909	4 000	-1 900
1979	10 784	5 086	5 698	3 800	-1 900
1980	10 782	5 284	5 498	3 500	-2 000
1981	10 633	5 178	5 455	1 000	-4 500
1982	10 373	5 109	5 264	2 500	-2 800
1983	10 582	5 339	5 243	8 800	+3 600
1984*	10 800	5 200	5 600	6 500	+1 000

[1] Migration nette = Accroissement absolu - Accroissement naturel.

Sources: Statistique Canada 11-003 et 84-202.

Tableau 4 - REVENU PERSONNEL PAR HABITANT
(dollars)

Année	Nouveau-Brunswick	Nouvelle-Ecosse	Ontario	Canada	% par rapport à l'Ontario	% par rapport à Canada
1971	2 483	2 662	4 020	3 435	61,8	72,3
1972	2 828	3 066	4 459	3 842	63,4	73,6
1973	3 253	3 543	5 043	4 438	64,5	73,3
1974	3 885	4 159	5 843	5 226	66,5	74,3
1975	4 630	4 752	6 596	6 001	70,2	77,2
1976	5 078	5 294	7 390	6 747	68,7	75,3
1977	5 515	5 865	8 071	7 370	68,3	74,8
1978	6 102	6 564	8 867	8 143	68,8	74,9
1979	6 816	7 288	9 820	9 069	69,4	75,2
1980	7 413	8 031	10 953	10 178	67,7	72,8
1981	8 382	9 149	12 716	11 853	65,9	70,7
1982	9 280	10 154	13 893	12 887	66,8	72,0
1983	10 030	10 858	14 768	13 542	67,9	74,1
1984*	10 703	11 656	15 732	14 359	68,0	74,5

Source: Statistique Canada 13-201.

Tableau 5 - ÉLÉMENTS DU REVENU PERSONNEL
(millions de dollars)

Année	Rémunération des salariés	Revenu agricole	Revenu commercial	Revenu de placements	Paiements de transfert	Total[1]
1971	1 038	11	123	92	253	1 576
1972	1 151	20	130	116	330	1 810
1973	1 357	32	133	140	372	2 105
1974	1 657	23	137	170	477	2 539
1975	2 026	37	152	187	593	3 080
1976	2 277	20	154	215	680	3 439
1977	2 456	18	162	240	800	3 773
1978	2 694	41	182	310	868	4 199
1979	3 099	43	204	373	887	4 716
1980	3 300	54	220	425	1 022	5 155
1981	3 679	36	236	584	1 159	5 837
1982	3 915	46	303	648	1 390	6 486
1983	4 247	55	378	613	1 573	7 098
1984*	4 587	57	406	675	1 710	7 644

[1]Les chiffres ne concordent pas avec le total.
Source: Statistique Canada 13-201.

Tableau 6 - PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AU COÛT DES FACTEURS

Nouveau-Brunswick et Canada

Année	PIB N.-B.	PIB Canada	PIB par habitant N.-B.	PIB par habitant Canada	N.-B. en % du Canada
	(millions de dollars)		($)	($)	
1961	713	35 327	1 193	1 937	61,6
1962	744	38 303	1 230	2 061	59,7
1963	784	41 079	1 288	2 170	59,4
1964	879	44 621	1 438	2 313	62,2
1965	960	48 810	1 562	2 485	62,9
1966	1 056	54 676	1 712	2 732	62,7
1967	1 130	58 695	1 823	2 880	63,3
1968	1 233	64 078	1 973	3 095	63,7
1969	1 342	70 688	2 137	3 366	63,5
1970	1 448	75 349	2 309	3 538	65,3
1971	1 581	82 795	2 491	3 839	64,9
1972	1 805	92 641	2 820	4 249	66,4
1973	2 166	109 741	3 347	4 978	67,2
1974	2 645	132 150	4 074	5 909	68,5
1975	3 094	150 602	4 651	6 635	70,1
1976	3 436	173 382	5 074	7 541	67,3
1977	3 691	189 629	5 395	8 148	66,2
1978	4 154	212 656	6 037	9 043	66,8
1979	5 218	244 447	7 542	10 294	73,3
1980	5 260	277 918	7 564	11 559	65,4
1981	5 717	314 302	8 209	12 912	63,6
1982	6 028	329 749	8 625	13 387	64,4
1983	6 561	360 667	9 271	14 494	64,0
1984*	7 138	392 542	9 994	15 624	64,0

Source: Statistique Canada 13-213.

Tableau 7 - REVENU PROVINCIAL ET PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PROVINCIAL
(millions de dollars)

	1979	1980	1981	1982	1983	1984*
Rémunération des salariés	3 099	3 300	3 679	3 915	4 247	4 587
Solde et indemnités militaires	81	87	99	115	123	129
Bénéfices des corporations avant impôts	829	598	426	193	217	294
Intérêts et revenus divers de placements	374	351	513	543	514	555
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	43	54	36	46	55	57
Revenu net des enterprises individuelles non agricoles, loyers compris	204	220	236	303	378	406
Adjustment de la valeur des stocks	-162	-201	-223	-106	-63	-60
REVENU PROVINCIAL NET AU COÛT DES FACTEURS	4 468	4 409	4 766	5 009	5 471	5 968
Impôts indirects	596	712	1 035	913	1 007	1 097
Moins:						
Subventions	-317	-945	-915	-558	-220	-160
Dont: Subsides aux importations de pétrole	239	862	826	439	84	108
Provisions pour consommation de capital et ajustements divers	750	851	951	1 019	1,090	1 170
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PROVINCIAL AUX PRIX DU MARCHÉ	5 497	5 027	5 837	6 383	7 348	8 075

Source: Statistique Canada 13-213.

Tableau 8 - PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AU COÛT DES FACTEURS

(millions de dollars)

	1979	1980	1981	1982	1983	1984*
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PROVINCIAL AUX PRIX DU MARCHÉ	5 497,0	5 027,0	5 837,0	6 383,0	7 348,0	8 075,0
Subventions	317,0	945,0	915,0	558,0	220,0	160,0
Impôts indirects	-596,0	-712,0	-1 035,0	-913,0	-1 007,0	-1 097,0
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PROVINCIAL AU COÛT DES FACTEURS	5 218,0	5 260,0	5 717,0	6 028,0	6 561,0	7 138,0
Indice du P.I.B.	210,2	236,0	259,6	284,5	303,1	314,6
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PROVINCIAL AU COÛT DES FACTEURS ($ de 1971)*	2 482,4	2 228,8	2 202,2	2 118,8	2 164,6	2 268,9

Source: Statistique Canada 13-213.

Tableau 9 - DÉPENSE PROVINCIALE BRUTE

(millions de dollars)

	1979	1980	1981	1982	1983	1984*
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	3 566	3 924	4 362	4 744	5 244	5 672
Biens	2 250	2 446	2 707	2 929	3 258	..
Services	1 316	1 478	1 655	1 815	1 986	..
Dépenses publiques courantes en biens et services	1 369	1 601	1 837	2 122	2 306	2 559
Formation brute de capital fixe	1 714	1 527	1 554	1 734	1 544	1 603
Administrations publiques	282	286	280	357	345	422
Construction résidentielle	1	2	1	1	1	2
Construction non résidentielle	253	247	242	304	295	379
Machines et matériel	28	37	37	52	49	41
Entreprises	1 432	1 241	1 274	1 377	1 199	1 181
Construction résidentielle	348	258	227	189	370	328
Construction non résidentielle	383	341	402	429	308	312
Machines et matériel	701	642	645	759	521	41
Valeur de la variation matérielle des stocks	-26	350	-60	-335	-36	..[1]
Exportations nettes plus erreur résiduelle	-1 126	-2 375	-1 856	-1 882	-1 710	-1 759
DÉPENSE PROVINCIALE BRUTE AUX PRIX DU MARCHÉ	5 497	5 027	5 837	6 383	7 348	8 075

[1]Inclus dans "Exportations nettes plus erreur résiduelle".

Source: Statistique Canada 13-213.

Tableau 10 - PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

(millions de dollars)

	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Agriculture	47,7	71,7	81,0	97,3	89,6	103,4
Forêts	73,3	88,1	105,5	109,6	127,1	94,3
Pêches	23,3	36,1	37,8	33,9	38,2	46,7
Chasse et piégeage	0,8	1,2	1,5	1,3	0,9	0,6
Mines	65,7	113,1	206,8	88,8	124,5	122,5
Industries manufacturières	568,5	639,0	769,6	894,8	890,0	850,9
Construction	310,1	317,9	367,4	307,0	336,4	348,5
Energie électrique, gaz et eau	130,8	156,7	201,1	225,5	248,8	256,7
INDUSTRIES PRODUCRICES DE BIENS	1 220,2	1 423,8	1 770,7	1 758,2	1 855,5	1 823,6
Enseignement et services connexes	276,2	292,8	320,8	368,4	410,5	459,6
Services médicaux et sociaux	220,9	243,0	264,5	292,7	346,3	419,9
Hébergement et restauration	92,7	103,1	113,4	125,2	134,6	142,4
Administration provinciale	133,1	151,1	165,0	193,6	230,7	265,6
Administration locale	61,2	63,8	75,5	85,7	97,9	111,6
Autres services*	1 686,7	1 876,4	2 508,1	2 436,2	2 641,5	2 805,2
INDUSTRIES PRODUCTRICES DE SERVICES*	2 470,8	2 730,2	3 447,3	3 501,8	3 861,5	4 204.3
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AU COÛT DE FACTEURS*	3 691,0	4 154,0	5 218,0	5 260,0	5 717,0	6 028,0

Source: Statistique Canada 61-202.

Tableau 11 - PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

millions de dollars constants (1971)

	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Agriculture	25,4	32,1	33,9	31,5	32,0	35,0
Forêts*	36,6	41,9	41,6	42,5	47,3	32,3
Pêches	10,8	12,1	12,4	11,2	12,4	13,3
Chasse et piégeage	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,2
Mines*	37,2	45,5	48,4	19,6	41,0	39,0
Industries manufacturières	302,9	319,8	328,8	346,7	318,1	296,4
Construction*	173,9	171,5	184,3	143,5	139,2	133,0
Energie électrique, gaz et eau*	76,5	79,4	81,0	84,7	84,2	81,9
INDUSTRIES PRODUCTRICES DE BIENS*	663,6	702,6	730,8	680,0	674,5	631,1
Enseignement et services connexes	121,2	122,3	121,3	121,3	121,2	122,9
Services médicaux et sociaux	120,5	123,0	124,2	124,5	128,8	134,1
Hébergement et restauration	54,0	56,4	55,8	55,8	54,2	53,3
Administration provinciale	63,7	65,7	67,3	70,9	74,9	78,8
Administration locale	27,0	25,7	27,2	28,7	29,3	29,9
Autres services*	1 059,1	1 089,5	1 355,8	1 147,7	1 119,3	1 068,7
INDUSTRIES PRODUCTRICES DE SERVICES*	1 445,5	1 482,6	1 751,6	1 548,8	1 527,7	1 487,7
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AU COÛT DE FACTEURS*	2 109,1	2 185,2	2 482,4	2 228,8	2 202,2	2 118,8

Source: Statistique Canada 61-202.

Tableau 12 - INVESTISSEMENTS PRIVÉS ET PUBLICS
(millions de dollars)

	1979	1980	1981	1982	1983	1984[1]
Dépenses d'investissements	1 652,2	1 468,9	1 507,3	1 673,4	1 489,1	1 546,0
Constructions:	914,1	781,9	818,0	855,5	906,7	957,4
Industries primaires et construction	35,8	60,8	129,0	158,0	97,8	115,1
Industrie manufacturière	79,2	56,1	61,2	100,9	37,6	19,0
Services d'utilité publique	169,4	140,5	120,9	87,6	73,8	101,6
Commerce et finances	87,1	74,3	81,8	68,2	88,0	63,7
Logement	277,5	194,3	171,8	125,4	300,1	260,1
Gouvernementales en institutionnelles	265,1	255,9	253,3	315,4	309,4	397,9
Machines et équipements:	738,1	687,0	689,3	817,9	582,4	588,6
Industries primaires et construction	98,3	106,5	130,1	139,4	109,1	152,2
Industrie manufacturières	156,7	138,2	204,0	282,5	210,5	127,7
Services d'utilité publique	333,4	312,0	234,8	256,6	114,2	141,6
Commerce et finances	117,3	88,0	76,2	81,0	91,9	120,3
Logement	-	-	-	-	-	-
Gouvernementales et institutionnelles	32,4	42,3	44,2	58,4	56,7	46,8
Dépenses de réparations	370,3	485,1	549,5	614,1	591,5	658,5
Industries primaires et construction	52,2	56,7	61,6	88,2	95,8	105,2
Industrie manufacturière	88,2	106,1	112,9	115,1	124,4	136,3
Services d'utilité publique	95,0	156,9	192,6	189,4	133,6	177,3
Commerce et finances	22,4	25,5	27,6	28,0	31,8	37,3
Logement	53,9	59,1	65,8	69,5	76,9	81,6
Gouvernementales et institutionnelles	58,6	80,8	89,0	123,9	129,0	120,8
Dépenses d'investissements et réparations	2 022,5	1 954,0	2 056,8	2 287,5	2 080,6	2 204,5

[1]Chiffres actuels provisoires.

Sources: Statistique Canada 61-205 et 61-206.

Tableau 13 - TRAITEMENTS ET SALAIRES HEBDOMADAIRES MOYENS[1]
(dollars)

Année	Nouveau-Brunswick	Nouvelle-Ecosse	Ontario	Canada
1971	113,36	112,82	143,02	137,64
1972	125,08	123,20	154,92	149,22
1973	133,97	134,44	165,61	160,46
1974	154,58	149,98	181,43	178,09
1975	182,40	172,40	204,85	203,34
1976	202,56	193,21	228,72	228,03
1977	223,62	212,09	249,46	249,95
1978	233,91	223,72	264,04	265,35
1979	261,98	245,23	285,57	288,32
1980	284,36	265,95	311,45	317,39
1981	313,37	296,35	347,92	355,28
1982	342,14	329,12	381,88	390,79
1983	369,56	349,83	411,73	419,51
1984	391,03	371,29	435,79	441,72

[1]Comprend les entreprises qui occupent 20 employés ou plus.

Sources: Statistique Canada 11-505, 72-002 et 72-201.

Tableau 14 - TRAITEMENTS ET SALAIRES HEBDOMADAIRES MOYENS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ[1]
(dollars)

Année	Forêts	Industrie manufacturière	Construction	Transports, communication et autres services d'utilitié publique
1970	91,19	107,41	121,27	125,02
1971	101,24	115,91	144,96	133,43
1972	120,61	126,22	157,84	150,19
1973	133,58	136,92	166,46	158,98
1974	160,13	157,17	194,84	184,90
1975	175,19	188,89	244,02	216,84
1976	181,38	213,36	256,19	246,71
1977	203,58	237,71	282,05	273,24
1978	223,05	252,83	308,09	286,27
1979	289,55	277,07	404,13	313,93
1980	322,03	304,13	437,74	349,05
1981	353,87	342,30	470,03	387,57
1982	379,91	371,60	466,46	427,79

Année	Commerce	Finances, assurances et biens immobiliers	Services	Ensemble des industries
1970	81,49	103,75	65,81	104,00
1971	89,02	110,12	74,56	113,36
1972	100,98	119,20	81,25	125,08
1973	109,65	129,87	84,94	133,97
1974	121,46	146,16	98,34	154,58
1975	140,16	163,95	119,42	182,40
1976	159,21	186,83	125,08	202,56
1977	174,14	199,70	137,71	223,62
1978	177,78	218,20	145,53	233,91
1979	186,66	238,05	153,59	261,98
1980	194,96	262,72	166,41	284,36
1981	212,87	306,38	186,14	313,37
1982	228,54	350,54	204,77	342,14

[1]Comprend les entreprises qui occupent 20 employés ou plus.

Sources: Statistique Canada 72-002 et 72-201.

Tableau 15 - STATISTIQUES DE LA POPULATION ACTIVE

Année	Population 15+ ('000)	Main-d'oeuvre ('000)	Employés ('000)	Chômeurs ('000)	Taux de chômage (%)	Taux d'activité (%)
1967	389	197	187	10	5,2	50,6
1968	398	201	190	11	5,7	50,6
1969	405	204	190	14	6,7	50,3
1970	411	205	192	13	6,3	49,9
1971	422	210	197	13	6,1	49,8
1972	430	220	205	15	7,0	51,2
1973	439	232	214	18	7,7	52,8
1974	448	239	221	18	7,5	53,3
1975	461	248	224	24	9,8	53,8
1976	473	253	226	28	11,0	53,6
1977	481	258	224	34	13,2	53,6
1978	489	268	234	34	12,5	54,8
1979	497	273	243	30	11,1	55,0
1980	504	280	249	31	11,0	55,6
1981	508	286	253	33	11,5	56,2
1982	514	282	243	40	14,0	55,0
1983	522	290	247	43	14,8	55,5
1984	529	291	248	44	14,9	55,1

Source: Statistique Canada 71-201.

Tableau 16 - TAUX D'ACTIVITÉ ET TAUX DE CHÔMAGE

Année	Taux d'activité (%)				Taux de chômage (%)			
	N.-B	N.-E.	Ontario	Canada	N.-B.	N.-E.	Ontario	Canada
1971	49,8	52,2	60,9	58,1	6,1	7,0	5,4	6,2
1972	51,2	52,1	61,7	58,6	7,0	7,0	5,0	6,2
1973	52,8	53,7	62,4	59,7	7,7	6,6	4,3	5,5
1974	53,3	55,8	63,4	60,5	7,5	6,8	4,4	5,3
1975	53,8	55,3	64,1	61,1	9,8	7,7	6,3	6,9
1976	53,6	55,1	63,8	61,1	11,0	9,5	6,2	7,1
1977	53,6	55,1	64,3	61,6	13,2	10,6	7,0	8,1
1978	54,8	56,2	65,4	62,7	12,5	10,5	7,2	8,3
1979	55,0	56,6	66,5	63,4	11,1	10,1	6,5	7,4
1980	55,6	57,4	66,7	64,1	11,0	9,7	6,8	7,5
1981	56,2	57,3	67,6	64,8	11,5	10,2	6,6	7,5
1982	55,0	57,0	67,3	64,1	14,0	13,2	9,8	11,0
1983	55,5	57,4	67,1	64,4	14,8	13,2	10,4	11,9
1984	55,1	59,3	67,4	64,8	14,9	13,1	9,1	11,3

Source: Statistique Canada 71-201.

Tableau 17 - PERSONNES OCCUPÉES SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ ET SELON LA PROFESSION
(milliers)

	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Branche d'activité						
Agriculture	6	6	6	7	7	7
Autres branches du secteur primaire	10	11	13	12	11	12
Industries manufacturières	38	36	37	33	33	34
Batiment et travaux publics	19	16	15	14	15	13
Transports, communication et autres services publics	25	26	27	26	24	25
Commerce	47	47	50	44	46	48
Finances, assurances et affaires immobilières	11	11	10	9	9	10
Service	68	75	75	78	80	79
Administration publique	19	22	21	21	22	21
Total	243	249	253	243	247	248
Profession						
Direction, administration	53	54	55	54	56	62
Travail administratif	38	42	42	40	39	40
Commerce	26	27	28	25	26	22
Services	33	37	37	38	40	38
Professions du secteur primaire	14	16	16	17	17	17
Traitement des matières premières	34	33	35	31	30	32
Construction	22	19	18	16	17	16
Transport	12	11	12	12	11	12
Manutention et autres métiers	10	10	10	10	10	10

Source: Statistique Canada 71-529.

Tableau 18 - L'EMPLOI DANS LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES
(nombre)

Année	Fédéral	Province	Municipalités	Total
1972	15 408	27 314	3 202	45 924
1973	14 858	26 750	3 455	45 063
1974	15 733	27 350	3 552	46 635
1975	16 016	28 387	3 738	48 142
1976	20 436[1]	28 899	3 754	53 089[1]
1977	20 800[1]	29 100	4 063	53 963[1]
1978	21 386[1]	29 701	3 815	54 902[1]
1979	21 368[1]	28 942	3 976	54 286[1]
1980	21 452[1]	29 247	4 164	54 863[1]
1981	21 903[1]	29 738	4 198	55 839[1]
1982	21 259[1]	30 734	4 341	56 334[1]
1983	21 140[1]	31 101	4 230	56 471[1]
1984	21 313[1]	30 694	4 196	56 203[1]

[1] y compris les membres des forces armées canadiennes, à savoir environ 4 000 au Nouveau-Brunswick.

Sources: Statistique Canada 72-004, 72-007 et 72-009.

Tableau 19 - ÉLÉMENTS DU REVENU AGRICOLE
(milliers de dollars)

Année	Total des recettes en espèces	Revenu brut total[1]	Coût de fonctionnement et d'amortissement	Revenu net total
1971	52 712	55 795	41 641	14 154
1972	64 746	61 133	47 790	13 343
1973	94 224	94 317	54 028	40 289
1974	103 808	121 612	66 175	55 437
1975	99 263	95 591	75 653	19 938
1976	115 231	118 364	80 443	37 921
1977	110 713	113 917	84 293	29 624
1978	122 685	129 845	88 606	41 239
1979	141 665	147 409	99 884	47 525
1980	151 032	153 940	121 433	32 507
1981	201 501	217 455	151 117	66 338
1982	199 378	205 643	159 109	46 534
1983	195 573	191 454	160 168	31 286
1984	229 354	..	..	..

[1]Le revenu brut total est égal au total des recettes en espèces plus le revenu en nature avec ajustement pour changement de valeur d'inventaire.

Source: Statistique Canada 21-202.

Tableau 20 - RECETTES EN ESPÈCES PROVENANT D'OPÉRATIONS AGRICOLES
(milliers de dollars)

	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Avoine	988	1 114	1 471	1 399	1 321	1 226
Pommes de terre	27 836	31 510	56 948	39 782	43 337	52 271
Fruits	3 776	4 231	5 192	8 023	7 146	8 201
Légumes	6 227	6 163	9 264	11 301	7 188	7 748
Autre cultures	7 193	6 928	8 796	11 048	5 837	16 866
Culture-total	46 020	49 946	81 671	71 553	64 829	86 312
Bétail et veaux	22 966	19 131	20 252	20 739	20 910	19 036
Porcs	8 315	11 321	14 609	20 823	20 598	23 447
Moutons et agneaux	330	382	368	303	250	272
Produits laitiers	28 486	32 298	37 892	43 340	45 041	50 757
Volaille	15 557	15 752	18 793	19 204	19 047	21 938
Oeufs	8 076	9 166	11 446	11 613	11 806	13 347
Autres bestiaux et produits	2 197	2 648	3 101	3 263	3 252	3 558
Bestiaux et produits-total	85 927	90 698	106 461	119 285	120 904	132 355
Produits forestiers et de l'érable	4 430	4 485	4 554	4 437	4 912	5 005
Programme provincial de stabilisation de revenu	213	937	1 381	355	1 306	1 783
Paiements supplémentaires de l'industrie laitière	2 128	2 559	3 025	3 491	3 596	3 700
Paiements d'appoint	2 947	2 407	4 409	257	26	199
Total des recettes en espèces	141 665	151 032	201 501	199 378	195 573	229 354

Source: Statistique Canada 21-201.

Tableau 21 - STATISTIQUES PRINCIPALES DE L'EXPLOITATION FORESTIÈRE

Année	Etablissements	Activité totale		Activité de l'exploitation	
		Total des employés	Traitements de salaires	Valeur ajoutée	Valeur de expéditions
	(nombre)		(milliers de dollars)		
1970	209	3 599	22 299	32 554	85 853
1971	201	3 466	23 093	36 004	94 911
1972	240	3 348	24 437	39 388	95 017
1973	273	4 533	35 332	60 073	139 490
1974	278	4 741	43 155	72 834	166 333
1975	262	4 134	41 858	62 598	149 161
1976	210	3 852	45 072	73 603	177 180
1977	167	3 547	45 599	72 455	175 710
1978	180	4 269	56 159	87 544	198 401
1979	220	4 377	64 345	107 440	227 681
1980	252	4 140	65 921	112 187	251 104
1981	243	3 808	70 653	113 199	275 244
1982	195	3 188	57 652	82 707	219 528

Source: Statistique Canada 25-201.

Tableau 22 - ESTIMATIONS DE LA PRODUCTION FORESTIÈRE TOTALE
(mètres cubes)

Année	Billes et billots	Bois à pâte	Bois de chauffage	Autres	Total
1971	1 778 000	4 913 000	190 000	24 000	6 905 000
1972	1 829 000	5 168 000	178 000	50 000	7 225 000
1973	2 418 000	6 258 000	155 000	36 000	8 867 000
1974	1 926 000	6 626 000	170 000	59 000	8 781 000
1975	1 755 000	4 913 000	193 000	45 000	6 906 000
1976	1 798 000	5 394 000	198 000	88 000	7 478 000
1977	1 897 000	5 550 000	170 000	85 000	7 702 000
1978	2 265 000	5 947 000	204 000	93 000	8 509 000
1979	2 322 000	6 088 000	255 000	85 000	8 750 000
1980	2 345 000	5 714 000	252 000	76 000	8 387 000
1981	2 282 000	5 165 000	266 000	82 000	7 795 000
1982	2 061 000	3 956 000	241 000	62 000	6 320 000
1983	2 360 000	4 752 000	265 000	65 000	7 442 000

Source: Statistique Canada 25-201.

Tableau 23 - STATISTIQUES PRINCIPALES DE L'INDUSTRIE DE LA PÊCHE

Année	Prises de poissons de mer		Nombre de pêcheurs
	Quantité (tonnes métriques)	Valeur (milliers de dollars)	
1971	169 411	16 374	5 148
1972	163 302	20 037	5 067
1973	130 981	22 217	4 997
1974	118 356	22 080	4 898
1975	126 434	25 526	5 118
1976	118 527	25 082	5 486
1977	133 034	34 369	6 076
1978	154 899	49 976	4 842
1979	139 367	53 917	5 286
1980	107 161	48 752	5 896
1981	104 414	55 003	5 929
1982	111 027	67 377	5 805
1983	108 832	79 682	6 567
1984	88 165	71 258	..

Sources: Pêches et Océans, Ottawa et ministère des Pêches.

Tableau 24 - VALEUR DES PRISES DE POISSONS PAR ESPÈCES PRINCIPALES
(milliers de dollars)

Species	1979	1980	1981	1982	1983	1984p
Poissons de fond	6 712	6 406	7 117	8 058	8 048	4 900
Morue	3 728	3 722	4 727	5 470	6 413	3 377
Eglefin	103	208	89	124	74	68
Perche rose	867	242	662	626	447	526
Autres	2 014	2 234	1 639	1 838	1 114	929
Poissons pélagiques et d'estuaire	19 140	13 752	10 240	10 750	9 937	6 986
Hareng	14 746	9 988	7 042	7 668	7 708	5 554
Saumon	98	357	635	586	501	67
Eperlans	585	553	592	883	298	299
Thon	1 930	140	425	39	37	56
Autres	1 781	2 714	1 546	1 574	1 393	1 010
Mollusques et crustacés	27 933	28 351	37 511	48 305	61 507	59 246
Coques	537	589	834	1 474	1 298	2 909
Crabes	8 266	6 181	8 486	17 838	27 054	21 106
Homards	15 506	14 543	16 134	22 371	23 637	25 486
Pétoncles	959	2 249	7 050	3 261	6 342	7 813
Autres	2 665	4 789	5 007	3 361	3 176	1 932
Divers[1]	132	243	135	264	190	126
Total	53 917	48 752	55 003	67 377	79 682	71 258

[1]Comprend rhodyménie, mousse, écailles, etc.
Sources: Pêches et Océans, Ottawa et ministère des Pêches.

Tableau 25 -PRODUCTION MINÉRALE-QUANTITÉ

('000)

Minéral	Unité	1983	1984p
Cuivre	kilogrammes	11 369	7 186
Plomb	kilogrammes	70 346	73 250
Zinc	kilogrammes	225 054	246 424
Argent	kilogrammes	198	136
Tourbe	tonnes métriques	151	145
Soufre	tonnes métriques	88	119
Sable, gravier	tonnes métriques	5 668	5 410
Pierre	tonnes métriques	2 087	2 005
Charbon	tonnes métriques	558	575
Gaz naturel	'000 mètres cubes	2	2

Sources: Statistique Canada 26-202 et ministère des Ressources naturelles.

Tableau 26 - STATISTIQUES PRINCIPALES DES INDUSTRIES MINIÈRES

Année	Activité totale		Activité minière	
	Nombre d'employés	Traitements et salaires	Valeur ajoutée	Valeur de la Production
		(milliers de dollars)		
1971	2 663	18 367	37 355	81 846
1972	2 349	17 620	39 249	90 953
1973	2 588	21 206	73 233	139 281
1974	2 934	26 640	84 439	187 783
1975	2 996	36 596	79 099	208 422
1976	2 936	36 492	69 633	190 653
1977	3 018	44 735	79 611	226 422
1978	2 810	43 226	131 618	308 023
1979	2 881	49 919	227 389	435 225
1980	2 554	50 040	103 845	257 304
1981	3 093	70 071	150 505	416 483
1982	2 918	77 669	144 820	416 722

Source: Statistiques Canada 26-201.

Tableau 27 - PRODUCTION MINÉRALE-VALEUR
(milliers de dollars)

	1979	1980	1981	1982	1983	1984p
Métaux	419 123	302 674	452 580	409 832	421 281	472 223
Cuivre	27 591	23 601	26 629	25 610	23 754	13 631
Plomb	96 240	46 295	67 108	59 069	41 518	53 890
Zinc	206 099	131 669	273 369	247 110	258 655	346 719
Argent	78 059	90 646	78 215	72 719	89 959	47 704
Produits non métalliques et métalloides	11 624	11 916	16 550	15 324	16 633	34 999
Gypse	309	210	87	-	-	-
Tourbe	9 716	9 666	9 985	11 425	9 792	12 831
Soufre	1 169	1 531	5 478	2 328	3 825	7 827
Matériaux de construction	38 511	40 981	39 769	43 241	38 385	39 947
Ciment	13 501	11 762	15 304	17 165	8 965	9 676
Sable, gravier	9 643	12 399	9 450	8 359	10 830	10 275
Pierre	9 914	11 029	10 665	11 556	11 310	10 940
Combustibles	10 369	16 951	21 671	24 616	29 707	30 343
Charbon	10 310	16 880	21 600	24 573	29 666	30 300
Total Autres Minéraux[1]	-	-	395	20	15	12 856
Tous les minéraux	479 627	372 522	530 965	493 033	506 021	590 368

[1] Comprend les valeurs confidentielles.

Sources: Statistique Canada 26-201, 26-202 et le ministère des Ressources naturelles.

Tableau 28 - STATISTIQUE PRINCIPALES DES INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES

Année	Activité Totale		Activité Manufacturière	
	Nombre d'employés	Traitements et salaires	Valeur ajoutée	Expeditions provenant des usines
		(milliers de dollars)		
1971	28 565	173 118	280 416	806 806
1972	29 640	191 231	339 037	965 046
1973	29 940	213 995	434 820	1 175 511
1974	30 475	258 210	603 086	1 585 655
1975	29 300	295 087	583 162	1 669 422
1976	30 303	340 728	585 465	1 864 343
1977	29 725	371 044	641 547	2 040 500
1978	31 267	412 298	738 116	2 434 849
1979	32 422	467 033	905 679	2 970 508
1980	32 221	526 902	1 079 586	3 560 553
1981	31 511	569 756	1 032 800	3 844 188
1982	28 619	562 523	938 432	3 323 697
1983*	27 800	596 000	..	3 479 298
1984*	28 000	627 000	..	4 273 535

Source: Statistique Canada 31-203.

Table 29 - LIVRAISONS MANUFACTURIÈRES PAR GROUPE D'ACTIVITÉ

(milliers de dollars)

Branch d'activité	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Aliments et boissons	663 316	803 831	863 448	964 435	941 701	1 076 216
Bois	239 453	254 916	250 906	183 664	322 052	361 168
Meubles, articles d'ameublement	22 252	23 853	21 022	15 830	14 [illegible]	16 406
Papier et produits annexes	640 387	857 970	881 000*	704 081	720 000*	998 000*
Imprimerie, édition et activités annexes	41 256	47 007	51 130	50 224	54 073	59 372
Produits métalliques	74 047	76 807	79 347	81 739	78 345	91 990
Matériel de transport	x	x	124 801	83 589	146 228	444 201
Autres branches d'activité	1 289 797[1]	1 496 169[1]	1 572 534	1 240 135	1 202 836	1 226 182
TOTAL, TOUTES LES BRANCHES D'ACTIVITÉ	2 970 508	3 560 553	3 844 188	3 323 697	3 479 298	4 273 535

[1]Matériel de transport inclus.

Source: Statistique Canada 31-203.

Tableau 30 -LOGEMENTS MIS EN CHANTIER ET PARACHEVÉS

Année	Mises en chantier			Parachevés		
	N.-B.	N.-E.	Canada	N.-B.	N.-E.	Canada
1971	4 930	7 308	233 653	3 650	5 982	201 232
1972	6 358	5 164	249 914	5 331	5 158	232 227
1973	7 235	7 734	268 529	7 036	5 534	246 581
1974	5 861	6 008	222 123	6 812	6 604	257 243
1975	6 983	6 366	231 456	5 804	6 249	216 964
1976	6 772	7 470	273 203	7 137	7 364	236 249
1977	4 308	7 495	245 724	5 313	7 521	251 789
1978	5 167	4 853	227 667	5 896	5 745	246 533
1979	5 021	4 538	197 049	5 090	6 132	226 489
1980	2 646	3 895	158 601	3 258	4 512	176 168
1981	2 188	3 715	177 973	2 477	4 374	174 996
1982	1 680	3 691	125 860	1 427	3 174	133 942
1983	4 742	5 697	162 645	3 487	5 069	163 008
1984	2 873	4 598	134 900	3 923	5 082	153 012

Sources: Statistique Canada 64-002 et S.C.H.L.

Tableau 31 - TRAVAUX DE CONSTRUCTION

Année	Main-d'oeuvre		Coûts des matériaux	Valeur des travaux
	Nombre d'employés	Salaires	(milliers de dollars)	
1971	17 077	130 730	147 047	351 857
1972	15 913	131 887	158 766	373 021
1973	21 840	191 054	212 333	517 861
1974	26 087	270 735	300 259	755 318
1975	22 709	297 766	321 388	828 972
1976	23 799	325 136	315 035	892 979
1977	21 024	314 887	316 606	873 745
1978	21 485	336 966	342 863	927 736
1979	22 193	401 593	399 484	1 070 527
1980	14 747	358 130	365 709	958 052
1981	15 339	383 424	382 633	1 022 317
1982	20 325	393 005	424 578	1 081 700
1983[1]	20 631	414 105	456 193	1 164 092
1984[2]	23 082	488 616	542 101	1 370 730

[1]Chiffres actuels provisoires.
[2]Prévisions.

Source: Statistique Canada 64-201.

Tableau 32 - VALEUR DES CONSTRUCTIONS PAR ESPÈCE
(milliers de dollars)

	1979	1980	1981	1982	1983[1]	1984[2]
Bâtiments	594 170	539 095	598 748	619 611	749 843	866 945
Domiciliaires	331 496	253 427	237 596	194 881	376 031	408 376
Industriels	32 432	46 941	110 717	138 676	84 281	116 454
Commerciaux	118 329	107 746	133 163	131 582	143 012	143 674
Institutionels	89 130	108 199	87 340	111 229	114 689	163 244
Autres bâtiments	22 783	22 782	29 932	43 243	31 830	35 197
Ouvrages de génie civil	476 357	418 957	423 569	462 089	414 249	503 785
Construction navale	20 851	29 076	39 952	61 867	31 106	36 479
Construction de routes et d'aérodromes	98 458	97 141	96 416	133 451	130 674	137 441
Usines de traitements des eaux et systèmes d'égout	47 646	47 621	56 076	50 756	57 462	56 293
Travaux de barrage et d'irrigation	1 915	1 416	2 299	3 653	2 287	3 786
Centrales électriques	137 663	94 542	79 055	64 289	58 728	93 591
Constructions ferroviaires, téléphoniques et télégraphiques	40 327	30 945	46 452	32 776	38 191	43 160
Installations pour gaz et mazout	714	581	15 075	13 243	11 358	4 313
Autres ouvrages de génie civil	128 783	117 635	88 244	102 054	84 443	128 722
Total	1 070 527	958 052	1 022 317	1 081 700	1 164 092	1 370 730

[1]Chiffres actuels provisoires.

[2]Prévisions.

Source: Statistique Canada 64-201.

Tableau 33 - VALEUR DES PERMIS DE CONSTRUCTION DÉLIVRÉS
(milliers de dollars)

Année	Domicilaire	Industrielle	Commerciale	Institutionnelle et gouvernementale	Total
1971	35 830	36 739	19 143	9 066	100 778
1972	64 742	3 658	39 607	21 860	129 867
1973	68 394	20 378	38 754	17 734	145 260
1974	77 587	16 587	32 454	41 002	167 630
1975	112 165	15 094	50 931	53 607	231 797
1976	133 815	14 066	62 032	41 427	251 340
1977	105 078	6 411	44 516	22 232	178 237
1978	107 547	13 451	59 382	56 667	237 047
1979	99 256	26 659	59 296	65 234	250 445
1980	73 062	22 256	45 781	60 516	201 615
1981	64 599	31 420	79 291	49 033	224 343
1982	64 979	38 029	33 061	44 303	180 372
1983	144 875	10 893	49 283	72 201	277 252
1984	158 039	15 261	76 155	43 769	293 224

Sources: Statistique Canada 64-001 et 64-203.

Tableau 34 - COMMERCE DE DÉTAIL

Année	Total (millions de dollars)			Per habitant (dollars)		
	N.-B.	N.-E.	Canada	N.-B.	N.-E.	Canada
1971	834,8	1 022,9	30 646,1	1 315	1 296	1 421
1972	891,9	1 102,0	34 106,5	1 393	1 387	1 564
1973	976,8	1 227,3	38 335,2	1 510	1 526	1 739
1974	1 141,4	1 444,6	44 751,2	1 746	1 780	2 001
1975	1 337,8	1 619,1	51 399,2	2 011	1 976	2 265
1976	1 494,7	1 821,8	57 166,9	2 207	2 199	2 486
1977	1 564,5	1 936,6	61 651,3	2 287	2 324	2 649
1978	1 745,0	2 239,5	68 769,3	2 536	2 674	2 924
1979	1 975,5	2 523,6	77 025,1	2 855	2 998	3 244
1980	2 119,1	2 643,0	84 026,6	3 047	3 127	3 495
1981	2 317,5	2 889,1	94 292,8	3 328	3 409	3 874
1982	2 448,6	3 097,8	97 638,5	3 504	3 637	3 964
1983	2 719,3	3 533,8	106 243,0	3 842	4 102	4 269
1984	2 909,9	4 005,5	114 868,7	4 074	4 593	4 572

Sources: Statistique Canada 63-005, 63-517 et 63-519.

Tableau 35 - COMMERCE DE DÉTAIL PAR GENRE D'ENTREPRISE
(milliers de dollars)

Genre d'entreprise	1982	1983	1984
Epiceries - Boucheries	470 658	509 219	516 705
Epiceries, confiseries et articles divers	144 914	153 265	139 352
Tous les autres magasins d'aliments	53 855	50 502	40 079
Grands magasins	218 317	237 756	251 187
Magasins de marchandises diverses	68 855	71 991	77 150
Magasins généraux	68 559	86 661	110 118
Bazars	75 421	79 868	81 845
Concessionnaires d'automobiles	366 182	427 608	529 328
Vendeurs d'automobiles d'occasion	8 925	12 424	15 379
Stations-service	257 540	291 164	303 212
Garages	17 237	11 637	15 007
Magasins de pièces et d'accessoires d'automobiles	58 615	69 801	69 512
Magasins de vêtements pour hommes	24 868	27 945	29 977
Magasins de vêtements pour dames	44 613	49 775	54 889
Magasins de vêtements pour la famille	25 746	33 365	33 069
Magasins de chaussures spécialisées	847	855	884
Magasins de chaussures pour la famille	19 962	23 334	22 575
Quincailleries	21 555	28 971	31 054
Magasins de meubles	32 138	33 936	36 997
Magasins d'appareils ménagers	9 470	11 091	11 663
Magasins de meubles, téléviseurs, radios et accessoires	11 063	10 671	12 896
Pharmacies, médicaments brevetés et produits de beauté	125 581	136 027	141 517
Librairies et papeteries	8 264	10 784	12 471
Fleuristes	8 931	9 705	10 858
Bijouteries	20 999	22 650	25 124
Magasins d'articles de sport et d'accessoires	22 974	23 272	24 086
Magasins d'accessoires personnels	13 107	15 793	16 160
Tous les autres magasins	249 452	279 192	296 812
Total	2 448 648	2 719 262	2 909 904

Source: Statistique Canada 63-005.

Tableau 36 - INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
(1981 = 100)

Année	Saint-John								Canada
	Alimentation	Logement	Vêtements	Transport	Santé et soins personnels	Loisirs et lecteurs	Tabac et Alcool	Tous articles	Tous articles
1971	33,9	42,1	56,1	43,7	46,9	50,1	50,3	41,9	42,2
1972	36,6	44,8	58,1	45,4	48,4	53,5	50,2	44,3	44,2
1973	42,5	48,0	61,2	46,9	50,7	56,4	51,5	48,0	47,6
1974	48,6	52,8	63,8	52,5	55,5	60,4	54,1	53,0	52,8
1975	55,5	57,9	66,9	59,2	63,7	67,7	61,6	59,1	58,5
1976	58,4	63,5	70,0	63,5	69,7	72,0	63,4	63,3	62,9
1977	62,8	69,6	73,8	67,5	74,0	75,5	67,0	68,0	67,9
1978	70,6	74,7	77,3	71,5	78,5	77,6	73,2	73,5	73,9
1979	80,2	79,9	83,9	77,7	83,9	84,0	79,6	80,4	80,7
1980	89,3	87,0	94,0	87,3	90,3	91,4	87,8	88,7	88,9
1981	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1982	103,5	113,3	104,3	111,0	110,3	109,9	113,9	109,4	110,8
1983	106,6	122,1	108,1	119,5	118,3	118,9	131,9	116,8	117,2
1984	112,8	128,8	110,7	124,4	123,5	124,0	143,9	122,8	122,3

Sources: Statistique Canada 62-001 & 62-010.

Tableau 37 - RECETTES DE L'HÉBERGEMENT ET DE LA RESTAURATION

Année	Total	Hébergement		Repas et boissons		Indice de l'emploi[1]
		Total	Hôtels	Total	Restaurants	
		(milliers de dollars)				(1961=100)
1971	70 338	21 125*	11 863*	49 213*	25 756	199,3
1972	..	26 959	14 420	..	28 420	227,6
1973	..	33 422	17 590	..	30 935	264,9
1974	..	39 331	21 524	..	32 623	289,1
1975	..	44 829	23 662	..	37 696	295,2
1976	164 526	50 426	27 195	114 100	41 053	329,5
1977	177 115	55 101	30 720	122 014	43 971	349,3
1978	202 439	61 203	39 083	141 236	46 855	370,1
1979	214 649	64 749	39 081	149 900	48 792	376,1
1980	231 615	70 515	48 077	161 100	..	377,3
1981	244 385	77 043	46 874	167 342	89 002	389,6
1982	271 399	84 455	54 882	186 944	95 363	357,7
1983	..	..	..	187 201	94 085	..
1984	..	..	..	206 875	105 459	..

[1]Hôtels, motels, restaurants et tavernes.
Sources: Statistique Canada 63-011, 63-204 et 72-002.

Tableau 38 - CHÈQUES ENCAISSÉS
(millions de dollars)

Année	Fredericton	Moncton	Saint-John	Total
1971	2 133	1 852	2 903	6 888
1972	2 280	2 220	3 190	7 690
1973	2 809	2 794	3 899	9 502
1974	3 305	3 654	5 212	12 170
1975	4 650	5 760	6 296	16 707
1976	5 788	5 286	6 524	17 597
1977	6 450	3 424	7 180	17 054
1978	7 025	3 827	8 219	19 071
1979	7 922	4 265	10 411	22 598
1980	8 657	4 541	13 421	26 619
1981	10 475	5 217	16 988	32 680
1982	10 402	5 558	13 917	29 877
1983	16 106	6 784	15 504	38 395
1984	22 394	7 685	17 795	47 875

Sources: Statistique Canada 61-001 et 61-201.

Tableau 39 - NOMBRE TOTAL DE VÉHICLES À MOTEUR IMMATRICULÉS

Année	Voitures Particulières[1]	Véhicules industriels	Motorcyclettes[1]	Total
1971	171 567	41 325	3 818	216 710
1972	185 183	45 257	4 668	235 108
1973	198 671	51 361	6 010	256 042
1974	208 229	58 291	7 654	274 173
1975	218 919	63 272	9 656	291 847
1976	226 070	69 132	8 490	303 692
1977	235 164	77 331	9 554	322 049
1978	243 301	86 573	10 903	340 777
1979	250 388	95 010	10 869	356 267
1980	252 915	100 006	11 315	364 236
1981	251 511	103 662	10 778	365 951
1982	249 819	112 184	10 793	372 796
1983	259 866	117 952	11 640	389 458

[1]Le nombre de voitures particulières et de motocyclettes immatriculées aprés 1970 est indiqué d'après l'année financière.

Sources: Statistique Canada 53-219 et ministère des Transports.

Tableau 40 - VOITURES PARTICULIÈRES IMMATRICULÉES

Année	Nouveau-Brunswick		Nouvelle-Ecosse		Canada	
	Nombre	Nombre pour 1 000 habitants	Nombre	Nombre pour 1 000 habitants	Nombre	Nombre pour 1 000 habitants
1971	171 567	270	234 011	297	6 967 247	323
1972	185 183	289	229 034	288	7 407 275	340
1973	198 671	307	242 538	302	7 866 084	357
1974	208 229	319	253 521	312	8 472 224	379
1975	218 919	329	262 187	320	8 870 307	391
1976	226 070	334	270 063	326	9 016 258	392
1977	235 164	344	275 011	330	9 554 290	411
1978	243 301	354	284 559	340	9 744 994	414
1979	250 388	362	316 257	376	9 985 146	420
1980	252 915	364	364 416	431	10 255 511	427
1981	251 511	361	350 407	414	10 199 388	419
1982	249 819	357	363 883	427	10 530 355	428
1983	259 866	367	365 929	425	10 731 520	431

Sources: Statistique Canada 53-219 et ministère des Transport.

Tableau 41 - BALANCE DE L'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE
(GW.h.)[1]

	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Disponibilité de énergie	12 981	13 279	12 877	12 254	15 725	16 837
Production totale	9 218	9 323	8 994	8 435	11 588	12 232
Production hydro-électrique (nette)	3 136	2 690	3 866	2 645	3 090	3 093
Services d'électricité	3 071	2 616	3 787	2 576	3 030	3 037
Etablissements industriels	65	74	79	69	60	56
Production thermique (nette)	6 082	6 634	5 129	5 790	8 498	9 138
Services d'électricité	5 360	5 961	4 481	5 234	8 023	8 507
Etablissements industriels	722	673	648	556	475	632
Importé des Etats-Unis	24	54	54	71	25	17
Reçu des autres provinces	3 739	3 901	3 829	3 748	4 112	4 588
Ecoulement de l'énergie	12 981	13 279	12 877	12 254	15 725	16 837
Ecoulement provincial total	8 236	8 838	8 846	8 529	9 213	10 338
Domestique	2 296	2 323	2 355	2 491	..	..
Industriel	3 644	4 004	4 037	3 473	..	..
Commercial et autres	1 438	1 549	1 574	1 592	..	..
Divers	858	962	880	973	..	..
Exporté aux Etats-Unis	3 890	3 877	3 246	3 029	5 267	5 657
Livré à d'autres provinces	856	564	784	695	1 245	841

[1]gigawatt heure = 1 million de kilowatts heure.

Sources: Statistique Canada 57-001 et 57-202.

Tableau 42 - NOMBRE DE TÉLÉPHONES
(milliers)

Année	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Ontario	Canada
1971	300	242	4 043	10 269
1972	328	261	4 349	10 987
1973	353	280	4 588	11 677
1974	381	300	4 858	12 454
1975	394	321	5 092	13 165
1976	416	332	5 349	13 885
1977	432	343	5 574	14 488
1978	453	359	5 806	15 172
1979	475	377	6 013	15 839
1980	499	389	6 180	16 531
1981	520	402	6 226	16 944
1982	533	411	6 142	16 802
1983	550	423	6 075	16 631
1984	..	439	..	16 123

Source: Statistique Canada 56-203.

Tableau 43 - DÉCLARATIONS D'IMPÔT SUR LE REVENU

Catégorie de revenu	Nombre de déclarations d'impôt sur le revenue			
	1979	1980	1981	1982
Moins de $2 500	89 509	86 318	79 233	75 901
2 500 à 5 000	51 940	46 870	43 640	39 937
5 000 à 7 500	49 949	47 023	45 356	43 759
7 500 à 10 000	45 835	43 406	40 919	39 721
10 000 à 12 500	38 698	39 089	38 139	36 110
12 500 à 15 000	29 651	32 171	30 919	30 756
15 000 à 20 000	41 723	44 187	44 330	47 691
20 000+	40 761	52 383	73 874	88 766
Total	388 066	391 447	396 410	402 641

Source: Statistique fiscale, Revenu Canada, Impôt.

Tableau 44 - TRAFIC DE MARCHANDISES PAR RAIL
(milliers de tonnes métriques)

Année	Chargées sur wagon au Nouveau-Brunswick	En provenance des Etats-Unis		Total du trafic de marchandises (transport initial)	Déchargées de wagon au Nouveau-Brunswick	Remises au réseau des Etats-Unis
		A destination du Canada	A destination des Etats-Unis			
1971	4 404	168	304	4 876	5 224	246
1972	4 690	152	310	5 153	5 850	259
1973	6 820	155	242	7 218	7 728	291
1974	5 259	200	226	5 684	6 385	294
1975	4 111	177	204	4 492	5 367	140
1976	4 056	181	220	4 458	5 521	151
1977	4 024	165	218	4 407	5 422	157
1978	4 028	142	212	4 382	5 260	142
1979	3 908	159	201	4 268	5 186	130
1980	3 520	180	245	3 946	5 147	156
1981	3 541	175	237	3 953	4 686	153
1982	3 276	83	228	3 587	4 288	149
1983	3 259	80	311	3 651	3 999	208

Source: Statistique Canada 52-205.

Tableau 45 - MARCHANDISES MANUTENTIONÉES AUX PORTS DU NOUVEAU-BRUNSWICK
(milliers de tonnes métriques)

Année	Cabotage			A destination ou en provenance de pays éntrangers		
	Embarquées	Débarquées	Total	Embarquées	Débarquées	Total
1970	868	912	1 780	2 453	3 630	6 083
1971	1 148	985	2 133	2 339	4 727	7 066
1972	1 688	1 169	2 857	3 019	5 800	8 819
1973	1 922	1 009	2 931	3 482	7 016	10 498
1974	1 827	1 295	3 122	2 683	5 621	8 304
1975	1 744	862	2 606	2 665	6 612	9 227
1976	1 920	783	2 703	2 978	6 215	9 193
1977	2 044	1 329	3 373	3 294	5 339	8 633
1978	1 790	1 348	3 138	4 275	6 996	11 271
1979	1 514	1 152	2 666	5 292	8 349	13 641
1980	1 814	1 109	2 923	5 885	9 390	15 275
1981	2 129	1 251	3 380	5 470	7 206	12 676
1982	1 770	1 499	3 269	4 202	2 929	7 131

Sources: Statistique Canada 54-003, 54-210 et 54-211.

Tableau 46 - STATISTIQUES DE L'AVIATION

Description	Fredericton		Moncton		Saint-John	
	1971	1983	1971	1983	1971	1983
Vols						
Arrivés	3 594	1 971	4 891	2 320	4 132	2 803
Départs	3 594	1 970	4 891	2 303	4 132	2 804
Passagers (milliers)						
Arrivés	135,1	96,4	162,9	118,5	160,2	162,7
Départs	136,3	97,4	160,0	114,0	159,8	164,7
Embarqués	62,3	82,2	73,5	101,0	67,6	84,7
Débarqués	61,1	81,2	76,4	105,5	68,1	82,7
Courrier ('000 kilogrammes)						
Embarqués	66	70	881	604	163	448
Débarqués	90	239	905	930	134	575
Cargaison ('000 kilogrammes)						
Embarquées	118	167	2 725	588	631	402
Débarquées	588	332	2 905	389	671	463

Source: Statistique Canada 51-203.

Tableau 47 - EXPORTATIONS

Année	Nouveau-Brunswick	N.-B. en % du PIB	Canada	Canada en % du PIB	Exportations du N.-B. en % des exportations du Canada
	(milliers de dollars)		(milliers de dollars)		
1971	336 099	21,3	17 397	21,0	1,9
1972	400 211	22,3	19 671	21.2	2,0
1973	525 241	24,2	24 838	22,6	2,1
1974	706 311	26,7	31 740	24,0	2,2
1975	753 202	24,3	32 504	21,6	2,3
1976	775 608	22,6	37 576	21,7	2,1
1977	924 412	25,0	43 684	23,0	2,1
1978	1 280 175	30,8	52 259	24,6	2,4
1979	2 049 847	39,3	64 317	26,3	3,2
1980	2 282 242	43,4	74 446	26,8	3,1
1981	2 440 837	42,7	81 337	25,9	3,0
1982	1 462 305	24,3	81 825	24,8	1,8
1983	1 667 680	25,4	88 506	24,5	1,9
1984	2 132 660	29,9	109 543	27,9	1,9

Sources: Statistique Canada 65-001, 65-202 et tableaux non publiés.

Tableau 48 - EXPORTATIONS DE BIENS ET SERVICES[1]

(milliers de dollars)

	Groupes de marchandises	1982	1983	1984
I	Animaux sur pied	1 471	1 160	1 363
II	Aliments, fourrage, boissons & tabac	289 571	279 166	304 292
	Poisson, frais ou congelé	36 326	33 019	33 845
	Poisson en conserve	50 043	46 043	60 115
	Coquillages et crustacés	115 450	123 447	118 066
	Fruits et légumes	41 843	31 095	40 145
	Tous les autres	45 909	45 562	52 122
III	Matières brutes non comestibles	176 308	149 981	168 297
	Produits du bois	17 220	13 659	12 733
	Bois à pâte	3 572	2 985	3 365
	Produits minéraux	141 304	119 044	135 802
	Métaux	139 086	117 308	134 155
	Charbon & pétrole brut	21	3	-
	Produits non métalliques	2 196	1 733	1 647
	Tous les autres	17 784	17 279	19 762
IV	Produits manufacturés non comestibles	947 553	1 198 177	1 603 527
	Produits du bois de construction	48 599	68 703	82 217
	Bois d'oeuvre	38 372	57 381	65 669
	Pâte de bois	428 867	409 686	566 769
	Papier & carton-pâte	221 797	259 543	390 669
	Papier-journal	196 829	227 976	348 829
	Produits chimiques	9 236	10 889	31 706
	Engrais	7 516	8 180	29 330
	Pétrole & charbon	48 341	154 433	162 482
	Produits métalliques	30 099	23 032	26 186
	Produits non métalliques	2 855	1 539	3 320
	Divers	153 926	267 249	334 879
	Électricité	152 972	266 257	333 661
	Tous les autres	3 833	3 103	5 298
V	Produits finis	45 397	37 060	48 012
	Machines et équipements industriels	18 529	14 264	21 550
	Matériels de transport et de communications	7 848	3 109	3 627
	Autres matériels et outillages	2 596	2 686	3 657
	Biens personnels et ménagers	1 114	735	1 291
	Divers produits finis	15 311	16 266	17 886
VI	Transactions spéciales - Commerce	2 005	2 137	7 169
EXPORTATIONS TOTALES		1 462 305	1 667 680	2 132 660

[1]Adjusté par l'Agence de la statistique du Nouveau-Brunswick.
Source: Tableaux non publiés de Statistique Canada.